

La  
**Réhabilitation Commerciale**  
**des Faillis**

---

**THÈSE**

POUR LE DOCTORAT

*présentée et soutenue le 6 Décembre 1943*

PAR

**Marc COURSIN**

---

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE DOYEN RIPERT, *Membre de l'Institut.*

SUFFRAGANTS } M. HAMEL, *Professeur*  
                      } M. AMIAUD, *Professeur*

---

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (5°)

---

1944



UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

Nom du Candidat : **COURSIN.**

Prénom : **Marc.**

---

Date de la soutenance : 6 décembre 1943, à 14 heures.

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque).

**COURSIN (Marc).** — La  
Réhabilitation commerciale  
des faillis. — Paris, SIREY,  
éditeur, 1943, in-8°, 136 pa-  
ges.

(Thèse de Droit, Paris 1943,  
n°     )

**COURSIN (Marc).** — La  
Réhabilitation commerciale  
des faillis. — Paris, SIREY,  
éditeur, 1943, in-8°, 136 pa-  
ges.

(Thèse de Droit, Paris 1943,  
n°     )

**COURSIN (Marc).** — La  
Réhabilitation commerciale  
des faillis. — Paris, SIREY,  
éditeur, 1943, in-8°, 136 pa-  
ges.

(Thèse de Droit, Paris 1943,  
n°     )

**COURSIN (Marc).** — La  
Réhabilitation commerciale  
des faillis. — Paris, SIREY,  
éditeur, 1943, in-8°, 136 pa-  
ges.

(Thèse de Droit, Paris 1943,  
n°     )



**LA REHABILITATION COMMERCIALE  
DES FAILLIS**



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41552019\\_0048](https://archive.org/details/IA41552019_0048)

La  
**Réhabilitation Commerciale**  
**des Faillis**

---

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

*présentée et soutenue le 6 Décembre 1943*

PAR

**Marc COURSIN**

---

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LE DOYEN RIPERT, *Membre de l'Institut.*

SUFFRAGANTS } M. HAMÉL, *Professeur*  
                  } M. AMIAUD, *Professeur*

---

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (5°)

—  
1944

---

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

---



## CHAPITRE PREMIER

---

### INCAPACITÉS ET DÉCHÉANCES ATTACHÉES A L'ÉTAT DE FAILLITE

---

De tout temps et dans toutes les législations, la faillite a entraîné, à l'encontre de celui qui l'a encourue, certaines incapacités et déchéances. Ces incapacités et déchéances se justifient par deux raisons principales : on espère, d'une part, inciter les commerçants à faire tous leurs efforts en vue d'éviter la faillite ; d'autre part, il est admis que l'état de faillite entache toujours l'honneur du commerçant et le rend indigne d'exercer certains droits.

Ces incapacités ont le double effet de priver le failli des droits dont il s'agit, et, quand il y a lieu, de lui enlever les qualités et fonctions qu'en vertu de ces droits il avait ou exerçait au moment où le jugement déclaratif a été rendu.

Elles sont personnelles au failli en ce sens qu'elles ne s'appliquent pas à ses héritiers. Il n'en était pas ainsi d'après la Constitution du 22 frimaire an VIII. L'article 5 de cette Constitution déclarait : « L'exercice des droits de « citoyen français est suspendu par l'état de débiteur failli

« ou d'héritier immédiat, détenteur à titre gratuit de la « succession totale ou partielle du failli. » Cette disposition avait pour but évident de donner aux héritiers du failli un intérêt personnel à payer les dettes de celui-ci. Mais elle était contraire au principe de la personnalité des peines ou déchéances pénales. Cet article 5 de la Constitution de l'an VIII était demeuré en vigueur même sous les Chartes constitutionnelles de 1814 et de 1830, parce qu'il n'était pas d'ordre constitutionnel ; il a été abrogé par la loi électorale du 9 mars 1849.

Jusqu'aux lois récentes de 1903 et de 1908, la législation des faillites, telle que l'avait édictée le code de 1807, à peine modifiée à cet égard par la loi du 28 mai 1838, était sous deux rapports d'une grande rigueur. Fortement imprégnée de l'idée que la probité commerciale ne peut trouver de sanction efficace que dans la menace du déshonneur et la perspective de l'infamie, elle accumulait les déchéances, tant politiques que commerciales, dans l'état de faillite et subordonnait la réhabilitation, qui seule peut en relever, à des conditions vraiment draconiennes.

Mais le sens général de l'évolution de la législation est caractérisé par une tendance très marquée à apporter des adoucissements aux textes primitifs.

En France, les incapacités et déchéances dont est atteint le failli ne sont pas indiquées dans un texte du Code de Commerce qui les grouperait ; elles sont réparties dans différentes lois traitant des droits généraux des citoyens.

Ces incapacités ou déchéances sont de différentes sortes. On peut les classer d'une façon générale en deux catégories : les unes sont d'ordre politique, les autres affectent

certain droits se rattachant plus particulièrement à la qualité de commerçant.

### **Incapacités ou déchéances d'ordre politique**

Le failli n'est ni électeur ni éligible : à la Chambre des Députés (1), au Sénat (2), aux Conseils Généraux (3), aux Conseils Municipaux (4).

La privation de l'électorat et de l'éligibilité aux différentes fonctions électives ci-dessus n'était pas autrefois limitée dans le temps (5). Ces droits ne pouvaient en conséquence être recouvrés que par la réhabilitation. La loi du 24 mars 1908 a limité à trois années le délai (6) pendant lequel le failli est privé du droit d'être électeur. Actuellement, tous les faillis, concordataires ou non, redeviennent électeurs de plein droit sous la double condition :

1°) Qu'ils n'aient pas été condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse ;

2°) Qu'il se soit écoulé un délai de trois ans à partir de la déclaration de faillite.

D'autre part, la loi du 16 mars 1919 a décidé que les faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse pouvaient être inscrits sur la liste électorale sans

(1) Décret-loi du 2 février 1852, art. 15, 17 et 26.

(2) Loi du 9 décembre 1884, art. 4.

(3) Décret-loi du 2 février 1858, art. 15 ; Constitution du 22 Frimaire an VIII et Loi du 10 août 1871, art. 5.

(4) Loi du 5 février 1884, art. 14 et 32.

(5) L'incapacité électorale résultant du jugement déclaratif de faillite est encourue et met obstacle à l'inscription du failli sur les listes électorales encore que ce jugement ait été frappé d'appel, car il est exécutoire par provision. Civ. 12 novembre 1850, D. P. 1850, I, 330.

(6) Fixé à dix années par la loi du 30 décembre 1903.

condition de temps, si, pendant la guerre 1914-1918, alors qu'ils étaient appelés sous les drapeaux, ils avaient été l'objet d'une citation à l'ordre du jour pour action d'éclat.

Il convient de remarquer que les dispositions restrictives de la loi du 30 Décembre 1903 ne concernent que la privation du droit d'être électeur et ne touchent en rien à l'éligibilité. Le failli continue donc, comme par le passé, à être privé du droit d'être nommé aux fonctions électives que nous venons d'indiquer jusqu'à ce qu'il ait obtenu sa réhabilitation (1).

Le failli non réhabilité ne peut être investi d'une fonction publique quelconque, soit d'un poste administratif ou judiciaire (2) soit même d'un office ministériel quelconque : office de notaire (3), avoué, greffier, huissier, avocat à la Cour de Cassation (4), avocat près d'une Cour d'Appel ou d'un Tribunal, agent de change ou courtier privilégié (5). Si, depuis l'admission de la liberté du courtage des marchandises, le failli peut se livrer au courtage, comme à tout autre commerce, il ne peut cependant, ni être porté, ni être maintenu sur la liste des courtiers inscrits (6).

Le failli peut-il être témoin instrumentaire dans un acte notarié ? Il peut certainement être témoin dans un testament (7). Peut-il être témoin dans tout autre acte ? La négative est enseignée par d'éminents auteurs (8). Mais la

---

(1) Loi du 30 décembre 1903, art. I, *in fine*.

(2) Interdiction d'être juré. 381. C. Instr. Crim.

(3) Loi du 25 ventôse an XI, art. 35.

(4) Décret du 21 vendémiaire an III.

(5) Art. 83 du Code de Commerce.

(6) Loi du 18 juillet 1866, art. 2, paragr. 3.

(7) Art. 980, C. Civ.

(8) THALLER et PERCEROU, II, N° 469 ter. — PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de droit civil*, t. VII, par Gabolde, N° 1145.

question est très discutée. L'article 9 de la loi du 25 ventose an XI modifiée par la loi du 12 août 1902 n'exige plus en effet que les témoins instrumentaires aient la qualité de citoyen. Il suffit qu'ils soient majeurs, français, et qu'ils aient la jouissance des droits civils (1). Et la loi du 7 décembre 1897 admet que les femmes puissent être témoins, bien qu'elles n'aient pas l'exercice des droits politiques. On peut en conclure qu'un failli non réhabilité peut être témoin dans un acte instrumentaire ou dans un acte public (2).

Enfin, le failli ne peut exercer les droits attachés à la qualité de membre de la Légion d'Honneur (3) ou de médaillé militaire (4). Le port des insignes de ces ordres lui est interdit, ainsi que celui d'un ordre étranger quelconque (5).

### **Incapacités et déchéances se rattachant plus particulièrement à la qualité de commerçant du failli**

Le failli n'est ni électeur, ni éligible aux Conseils de Prud'hommes (6) ; aux Chambres de Commerce, aux Chambres consultatives des Arts et Manufactures (7).

(1) Mais ces lois ne paraissent avoir fait disparaître l'expression de « citoyen », que parce qu'elles admettent pour les femmes la possibilité d'être témoins, et il ne semble pas que, pour les témoins hommes, elles aient entendu innover en les dispensant d'avoir la jouissance de leurs droits politiques. Mais il peut être témoin dans un testament C. Civ. 980, ou dans un acte de l'état civil. C. Civ. 37.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 976. — AMIAUD, *Formulaire du Notariat*, v° « Témoin instrumentaire », N° 20. — LACOUR et BOUTERON, II, N° 1967.

(3) Décret du 16 mars 1852, art. 39.

(4) Décret du 24 novembre 1852, art. 2.

(5) Décret du 24 novembre 1852, art. 7.

(6) Code du Travail, Liv. IV, art. 22.

(7) Loi du 8 décembre 1883, art. 20. — Loi du 19 févr. 1908, art. 1.

Il n'est ni électeur, ni éligible aux Tribunaux de Commerce (1). On s'est demandé si la disposition de la loi du 30 décembre 1903, modifiée par la loi du 16 mars 1919, limitant à trois années le temps pendant lequel le failli est privé de l'électorat, continuait à s'appliquer aux inscriptions sur la liste électorale des Tribunaux de Commerce, bien que la loi du 14 janvier 1933 sur les Tribunaux consulaires ait reproduit simplement, sans se référer à la loi de 1903, le principe de l'incapacité des faillis non réhabilités à être portés sur les listes d'électeur à ces tribunaux.

La solution affirmative n'est pas douteuse, car la loi du 30 décembre 1903 constitue une règle spéciale continuant à limiter l'application de la règle générale. La Cour de Cassation avait d'ailleurs déjà admis, sous le régime de la loi de 1883, que la loi de 1903 s'appliquait aux inscriptions sur les listes électorales consulaires (2).

Le failli ne peut se présenter à la Bourse (3) et sa signature n'est pas admise à l'escompte de la Banque de France. (4).

Cette dernière disposition est évidemment de nature à gêner considérablement le failli concordataire dans l'exécution des engagements qui découlent pour lui du concordat. Aussi, certains auteurs proposent de l'interpréter uniquement comme interdisant de compter la signature d'un failli dans les trois signatures requises pour l'escompte de la Banque de France (5).

---

(1) Loi du 14 janvier 1933, art. 2, § 8 et 8.

(2) Cassation 3 déc. 1912. *Journal des Faillites* 1913, p. 54. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 976, note I, p. 402.

(3) Art. 613, Code de Commerce.

(4) Décret du 16 janvier 1908, art. 50.

(5) THALLER et PERCEROU, I, N° 740.

Le failli non réhabilité ne peut faire, à titre professionnel, des opérations de banque, des opérations de placement ou de bourse sur valeurs mobilières, ou diriger, administrer, gérer à un titre quelconque une société ou une agence de société ayant ces opérations pour objet, ou simplement signer pour elles (1).

Il ne peut davantage être administrateur d'une société anonyme, gérant d'une société en commandite par actions ou d'une société à responsabilité limitée, membre du conseil de surveillance ou commissaire dans ces sociétés, diriger une agence ou une succursale de ces sociétés, ou occuper une situation lui permettant d'engager leur signature sociale (2). Il ne peut être intermédiaire dans les ventes et nantissements de fonds de commerce (3).

Les incapacités qui frappent le failli ne peuvent être étendues par voie d'analogie. Ainsi, le failli pourrait être désigné comme expert par le Tribunal ou choisi comme arbitre par les parties (4). Les arbitres ou experts ne peuvent pas, d'après ces auteurs, être considérés comme exerçant une fonction publique.

Le failli n'est pas exclu de la tutelle : il n'y a pas, dans nos codes, trace de l'idée d'après laquelle la qualité de tuteur suppose une personne ayant l'exercice de ses droits politiques (5).

Le failli peut donc être tuteur, subrogé-tuteur, curateur membre du conseil de famille (6). Toutefois le failli peut

(1) Loi du 19 juin 1930, art. 1<sup>er</sup>.

(2) Décret-loi du 8 août 1935, art. 6.

(3) Loi du 29 juin 1935, art. 17.

(4) LYON-CAEN et RENAULT, VIII, n° 976.

(5) Bruxelles 14 août 1833, S. 1834, 2, 683.

(6) 442 C. Civ.

être exclu ou destitué de la tutelle, non pas en tant que failli, mais en tant que la faillite survenue attesterait son incapacité (1).

« La faillite, dit Demolombe, n'est pas une cause d'incapacité légale et nécessaire : elle ne peut produire l'exclusion ou la destitution que parce qu'elle serait une preuve d'incapacité ; et, dès lors, c'est au conseil de famille et aux magistrats qu'il convient d'apprécier cette preuve. Sans doute, le plus souvent, cette preuve leur paraîtra toute acquise par le jugement déclaratif de faillite, et ils croiront qu'il est prudent de ne pas laisser ou de ne pas confier la gestion de la tutelle à un failli. Mais il ne serait pas non plus assurément impossible que ce fût un honnête homme, un homme même capable, que des événements de force majeure, des troubles politiques, ou d'autres faillites, eussent renversé, et que l'on pensât qu'il convînt de lui laisser la tutelle de ses enfants » (2).

Le failli n'est privé d'aucun droit de famille et demeure investi, soit de la puissance maritale (3), soit de la puissance paternelle.

Quelques difficultés s'élèvent sur le point de savoir si la faillite entraîne d'autres incapacités. Ces difficultés sont spécialement relatives aux incapacités d'être directeur de théâtre ou gérant d'un journal.

D'anciennes dispositions admettent, pour le failli, l'incapacité d'être directeur de théâtre, quand il a fait faillite

---

(1) 444 C. Civ.

(2) DEMOLOMBE, « *De la Minorité* », I, N° 492, p. 289. — Aix, 7 janvier 1868, S. 1869, 2, 141 ; J. Pal. 1869, 691 ; D. 1871, 2, 129 ; Besançon, 31 août 1870, S. 1871, 2, 162 ; J. Pal. 1871, 541 ; D. 1871, 250.

(3) Bordeaux 29 février 1888, Sir. 1889, 2, 125.

étant déjà à la tête d'une entreprise théâtrale. D'après l'article 13 du décret du 13 juin 1806, concernant les théâtres, tout entrepreneur qui aura fait faillite ne pourra plus rouvrir de théâtre. L'article 10 de l'Ordonnance des 8-21 décembre 1824, relative à l'organisation des théâtres dans les départements, reproduit cette disposition. L'incapacité dont il s'agit subsiste-t-elle depuis le décret du 30 janvier 1864, qui a proclamé le principe de la liberté des théâtres en substituant le système de la déclaration préalable à celui de l'autorisation ? Aucun texte formel n'a abrogé les dispositions anciennes établissant l'incapacité dont il s'agit. Mais elle n'est pas conciliable avec le principe de la liberté des exploitations théâtrales. Par suite même de cette liberté, l'autorité administrative n'encourt plus cette sorte de responsabilité morale qui lui incombait sous le régime de l'autorisation préalable, à raison même de cette autorisation. L'entreprise de spectacles s'exerce dans les mêmes conditions que tous les autres commerces (1).

La question la plus délicate est celle de savoir si le failli peut être gérant d'un journal. L'article 6 de la loi du 29 juillet 1881 dispose que, pour être gérant d'un journal ou d'un écrit périodique, il faut « être Français, majeur, avoir « la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits « civiques par aucune condamnation judiciaire ». Cette disposition a-t-elle pour conséquence qu'un failli est incapable d'être gérant d'un journal ? La question a été vivement discutée et résolue différemment par des Cours d'Appel et

---

(1) BRAVARD-DEMANGEAT, VI, p. 215 à 217 ; LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 977.

par la Chambre Criminelle de la Cour de Cassation ; aussi a-t-elle dû être portée devant les Chambres réunies et tranchée par elles.

D'après une doctrine que des Cours d'Appel avaient adoptée, le failli n'est pas incapable d'être gérant d'un journal ou autre écrit périodique (1). Les dispositions qui édictent des incapacités sont de droit étroit ; on ne peut les étendre par analogie, et, dans le cas de doute, elles doivent être écartées. Or, ici il y a au moins doute. La loi sur la Presse de 1881 édicte l'incapacité d'être gérant pour les individus privés de leurs droits civiques par une condamnation judiciaire. Le mot condamnation a un sens déterminé. Il comporte l'idée d'une infraction et d'une répression ; il ne peut donc s'appliquer au jugement déclaratif de faillite qui est exclusif de toute idée de peine et se borne à constater la cessation des paiements. Les expressions de la loi de 1881, rapprochées de celles qui ont frappé de certaines incapacités les commerçants faillis, ne laissent aucun doute à cet égard : le législateur a toujours distingué la déchéance des droits civiques dérivant d'une condamnation pénale de celle qui résulte de la faillite (2).

Malgré la force de ces raisons, il paraît plus conforme au texte de l'article 6 de la loi du 29 juillet 1881 et aux origines de cette loi, de reconnaître l'incapacité pour le failli d'être gérant. Cet article n'indique nullement que, pour déterminer si l'incapacité qu'il édicte existe, une dis-

---

(1) Paris, 12 juin 1886, S. 1887, 1, 189 ; J. Pal. 1887, 1, 428 ; D. 1886, 2, 158 ; Pand. fr. per. 1886, 2, 239 ; Caen, 23 mars 1887 ; D. 1887, 1, 281.

(2) Constitution de l'an VIII, art. 4 et 5 ; Loi du 31 mars 1850, art. 8 ; décret du 8 février 1852, art. 15 ; décret du 11 novembre 1872, art. 2.

tinction est à faire entre les décisions de la justice civile et celles de la justice répressive. De plus, si l'on se rapporte aux travaux préparatoires de cette loi, on s'aperçoit que la formule de l'article 6 a été empruntée à la loi du 17 juin 1880 sur le colportage, qui a été refondue dans la loi du 29 juillet 1881. Aussi, pour interpréter le texte de la loi de 1881, il est nécessaire de se reporter à la discussion de la loi de 1880. L'article 1 de cette loi de 1880, tel qu'il avait été adopté par le Sénat, indiquait que, pour être colporteur, il ne fallait être privé ni de ses droits civils, ni de ses droits politiques. Avec cette réaction, il était certain que le failli serait compris parmi les incapables. A ce texte, on substitua celui qu'a reproduit, en ce qui concerne les gérants, l'article 6 de la loi du 29 juillet 1881 et qui déclarait que pour être colporteur, il ne fallait avoir encouru aucune condamnation pouvant entraîner privation des droits civils et politiques. Ce changement de rédaction n'a eu qu'un but, c'est d'empêcher qu'on pût mettre en doute la capacité des femmes pour exercer la profession de colporteur, non de faire échapper à l'incapacité les personnes privées de leurs droits politiques en vertu de décisions judiciaires n'impliquant pas condamnation, spécialement les faillis (1).

Pour la majorité de la doctrine, les incapacités et déchéances attachées à la faillite supposent un jugement déclaratif rendu par le Tribunal de Commerce. L'état de faillite n'existe pas légalement, quand il n'y a pas de dé-

---

(1) Cass. crim. 17 décembre 1886 ; D. 1887, 1, 281 ; S. 1887, 1, 189 ; J. Pal. 1887, 1428 et sur renvoi d'appel Cassation Ch. réunies, 22 juin 1887 ; D. 87, 1, 281 ; S. 1887, 1, 342 ; J. Pal. 1887, 1, 811 ; Jour des Faillites 1187, p. 289 ; Annales de droit commercial, II, p. 304 ; LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 978 ; THALLER et PERCEROU, N° 469 quart5.

claration de faillite. La jurisprudence, au contraire, fidèle à sa théorie de la faillite virtuelle, admet que les effets de la faillite ou, du moins, certains d'entre eux peuvent dériver de l'état de cessation de paiements, constaté par une juridiction de répression. Par conséquent, les incapacités peuvent se produire par cela seul que la cessation des paiements est constatée dans un jugement de condamnation pour banqueroute (1).

Les jugements déclaratifs de faillite sont inscrits aux bulletins N° 1 et 2 du casier judiciaire et même en principe au bulletin N° 3 (2). Mais les déclarations de faillite cessent d'être inscrites sur le bulletin N° 3 lorsque le failli a été déclaré excusable par le Tribunal ou a obtenu un concordat homologué (3).

D'autre part, les déclarations de faillite cessent également d'être inscrites sur le bulletin N° 3 deux ans après le prononcé du jugement (4). Les jugements déclaratifs de faillite doivent être inscrits sur le registre de commerce institué par la loi du 18 mars 1819 comme les jugements homologuant un concordat, en prononçant la résolution ou l'annulation, déclarant l'excusabilité, clôturant les opérations de faillite ou rapportant un jugement de clôture (5). Cette inscription est requise par le greffier du tribunal ou de la cour qui a rendu le jugement ou l'arrêt à mentionner.

---

(1) Cass. Civ. 8 juillet 1885, D. 1885, 1, 279 ; S. 86, 1, 133 ; Journ. des Faillites 1885, p. 398. Contra : THALLER et PERCEROU, N° 465 ; LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 978 bis.

(2) Loi du 5 avril 1899, art. 1, 4, 6 et 7, 7°.

(3) Loi du 5 août 1899, art. 6 et 7, 7°.

(4) Loi du 23 mars 1908, art. 3.

(5) Loi du 18 mars 1819, art. 5, 7°.

La copie des mentions portées sur le registre qui doit être délivré à tout requérant ne doit plus toutefois porter mention du jugement déclaratif de faillite quand il y a eu réhabilitation judiciaire ou légale (1).

---

(1) Loi du 18 mars 1819, art. 17. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 978 quater.

## CHAPITRE II

---

### GÉNÉRALITÉS ET HISTORIQUE DE LA LÉGISLATION

---

Si la loi prévoit, à l'encontre du failli, certaines incapacités et déchéances, elle admet aussi que ces incapacités et déchéances peuvent disparaître par la réhabilitation. La réhabilitation est d'ailleurs le seul moyen de les faire cesser. Car ni l'homologation du concordat, ni l'exécution de ce concordat, ni la clôture de l'union, même suivie d'une déclaration d'excusabilité, ne sont suffisants pour mettre fin aux déchéances et incapacités résultant de la faillite (1).

C'est d'ailleurs là ce qui différencie les incapacités et déchéances dont est atteint le failli des effets purement civils du jugement déclaratif de faillite, tels que le dessaisissement, avec la nullité des actes du failli qui en résulte. Alors que ces effets, purement civils, du jugement déclaratif, cessent avec la faillite, et par conséquent par l'homolo-

---

(1) LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 979. — Cass. 17 mars 1873 : S. 73, 1, 84 ; P. 73, 1, 173 ; D. 73, 1, 440 ; Cass. 16 novembre 1874 : S. 75, 1, 38 ; P. 75, 60 ; D. 75, 1, 78 ; Conseil d'Etat 28 novembre 1875 : S. 75, 2, 231 ; D. 74, 3, 68.

gation du concordat, la clôture de l'union, ou la liquidation qui suit le concordat par abandon d'actif, les incapacités et déchéances ne prennent fin, comme nous venons de le voir, qu'avec la réhabilitation.

La réhabilitation commerciale, appelée ainsi par opposition avec la réhabilitation pénale du Code d'instruction criminelle, dont elle se différencie à plus d'un point de vue, était certainement connue sous l'ancienne monarchie, bien que l'ordonnance de 1673 n'en fasse pas mention. Savary explique ce silence de l'Ordonnance par cette remarque : « On ne fait point de semblables dispositions dans les textes, parce qu'elles affaibliraient celles qui sont faites pour les punitions de crimes et ne serviraient que pour éviter et éluder les rigueurs de la loi ». (1)

Les faillis étaient cependant assujettis à certaines incapacités et déchéances. L'Ordonnance de 1673 et l'arrêt du Conseil du 14 septembre 1724 leur avait défendu d'être courtiers en marchandises, agents de change ou de banque, et le même arrêt leur interdisait l'entrée à la Bourse de la Rue Vivienne qu'il créait. De plus, l'ordonnance du 3 mars 1781 décidait que le failli ne pouvait, dans les Echelles du Levant, être député de la nation, ni assister aux Assemblées. Ces diverses incapacités étaient remises par « les lettres de réhabilitation » dont le pouvoir royal s'était rendu le seul dispensateur ; un arrêt du Conseil du 24 avril 1723 (2) avait proclamé le principe que « la réhabilitation dans la bonne fame et renommée dépendait de la puissance du souverain

---

(1) SAVARY, « *Le Parfait Négociant* », 2<sup>e</sup> partie, Liv. IV, Chap. 1<sup>er</sup>. — LYON-CAEN et RENAUULT, VIII, N<sup>o</sup> 980 et note 4, p. 408. — THALLER et PERCEROU, III, N<sup>o</sup> 1564

(2) MERLIN, *Répertoire, Réhabilitation*, paragr. 2.

et ne pouvait avoir lieu qu'en vertu de lettres du grand sceau ». La condition essentielle de l'octroi de cette faveur était, bien entendu, le paiement intégral du passif.

Sous la Révolution, les faillis, et les enfants des faillis qui recevaient une portion des biens de leur père furent déclarés exclus des assemblées primaires, de l'Assemblée Nationale et des municipalités (1). La Convention, par décret du 21 vendémiaire an IV, leur interdit d'exercer aucune fonction publique ; enfin, les institutions de l'an III et de l'an VIII édictent que l'exercice des droits du citoyen était suspendu par l'état de débiteur failli, ou d'héritier immédiat détenteur à titre gratuit de la succession d'un failli. La capacité entière était d'ailleurs sans aucune procédure reconnue par le fait seul du désintéressement des créanciers : il suffisait que le failli rapportât « un acquit général de ses créanciers » (2).

Le Code de Commerce de 1807 confia aux Cours d'Appel le soin de réhabiliter les commerçants faillis. Les conditions de la réhabilitation étaient sévères : elle était, en effet, subordonnée à l'acquittement intégral par l'ex-failli de toutes les sommes par lui dues, en principal, intérêts et frais (3). Aussi, le failli concordataire ne pouvait-il pas être réhabilité même quand il avait seulement acquitté les dividendes promis par le concordat. La réhabilitation du failli ne résultait jamais de l'expiration d'un délai quelconque depuis le jugement déclaratif. Mais le failli, par cela seul qu'il

---

(1) Décret du 22 décembre 1787, Constitution de 1791.

(2) Constitution de 1791. — BRUGEAULT, Commentaire de la loi du 30 décembre 1903.

(3) Anciens articles 604 et 605

avait payé intégralement ses dettes, avait le droit d'obtenir sa réhabilitation ; la Cour d'Appel, saisie de sa demande, devait l'accorder. Les banqueroutiers frauduleux, même après leur réhabilitation pénale, ne pouvaient obtenir leur réhabilitation commerciale (1). La procédure débutait par des formalités de publicité destinées à faire connaître la demande en réhabilitation et à provoquer les oppositions des créanciers qui n'avaient pas été intégralement payés.

Ce système rigoureux avait l'avantage d'inciter les ex-faillis à payer leurs dettes intégralement, et cela même malgré les remises concordataires. Mais, il ne tenait pas suffisamment compte de ce que, souvent, la faillite n'implique aucune faute du failli, et de ce que celui-ci a pu faire de grands efforts pour arriver à payer les dividendes en cas de concordat. La publicité donnée aux demandes en réhabilitation, avant qu'il fut statué sur elles, avait l'inconvénient de révéler au public des faillites souvent très anciennes et ignorées ou oubliées.

Les conditions et les formes spéciales, auxquelles le code de commerce et la loi de 1838 sur les faillites avaient subordonné la réhabilitation commerciale, n'ont pas permis de faire bénéficier le commerçant failli des adoucissements que des lois récentes, notamment celle du 5 août 1899, ont apporté à notre législation sur la réhabilitation pénale et le casier judiciaire, lit-on dans l'exposé des Motifs de M. Bérenger à propos de la loi du 31 décembre 1903. Il en résulte, au détriment de toute une catégorie de personnes, souvent plus dignes d'intérêt que celles dont ces lois ont justement

---

(1) Ancien article 612, 1<sup>er</sup> alin. du Code de Commerce.

allégé l'infortune, un état d'inégalité qui blesse gravement la justice et doit appeler sans retard la sollicitude du législateur. Le caractère purement commercial de la décision judiciaire, d'où naissent les incapacités résultant de la faillite, rend, en effet, inapplicables des mesures dont l'inspiration relève d'un ordre d'idées de nature essentiellement différente. Comment eût-il été possible de déclarer affranchi du casier judiciaire et réhabilité de plein droit par le seul fait de l'absence, pendant un délai déterminé, de condamnations nouvelles, le commerçant dont la déchéance, sauf le cas de banqueroute reconnue, avait pour origine une cause civile, et que la loi n'admettait d'ailleurs à la réhabilitation qu'à la condition expresse du paiement de ses dettes. Bien que justifiée dans son principe, son exclusion du bénéfice des lois récentes n'en produit pas moins des conséquences d'une singulière iniquité.

Ainsi, le condamné aux peines les plus graves, s'il n'a paru qu'une fois devant la juridiction pénale, le récidiviste, même si l'ensemble des condamnations subies ne dépasse pas un an, pourra au bout d'une épreuve de dix ou quinze ans, suivant les cas, voir effacer la constatation de ses fautes. Il pourra même, dans un délai plus long, reconquérir ses droits de citoyen. Le commerçant, dont l'unique tort est souvent d'avoir été à un moment donné insolvable, sera, à moins que la fortune par un bonheur bien rare ne lui ait souri depuis sa ruine, éternellement rivé aux déchéances attachées à l'état de faillite.

Ainsi encore, le premier, au cas où il devra suivre les formalités anciennes de la réhabilitation pénale, aura les avan-

tages d'une procédure sans publicité et sans frais, et d'une décision rendue à huis clos (1).

Le second devra subir l'affichage de sa demande pendant deux mois, tant dans les salles d'audience du Tribunal de Commerce et du Tribunal Civil qu'à la Bourse ou à la Mairie, et son insertion dans les papiers publics (2). L'arrêt sera prononcé publiquement. Il sera, en outre, adressé au Tribunal de Commerce et au Tribunal Civil et lecture en sera donnée à l'audience (3).

Chose plus grave encore, personne, pas même la victime non désintéressée du délit ne pouvait contester la demande du condamné. Pour le failli, tout créancier non payé intégralement en capital, intérêts et frais, et encore toute autre partie intéressée, peut former opposition et appuyer son opposition de pièces justificatives (4).

Voici d'ailleurs quelles étaient les conditions rigoureuses imposées à la réhabilitation des faillis par le Code de Commerce, (pas de distinction entre le banqueroutier qui par un acte d'improbité, une prodigalité ou une négligence coupable a dépouillé ou trompé ses créanciers, et le simple failli qui, sans fautes personnelles, a été victime de circonstances malheureuses qu'il n'a pas dépendu de lui de conjurer, peut-être même de l'improbité ou de l'infortune d'un autre) :

Obligation de payer intégralement toutes les sommes dues en capital, intérêts et frais — alors même, que par

(1) Loi du 14 août 1885.

(2) Art. 607.

(3) Art. 610 et 611.

(4) Art. 608.

un concordat librement consenti, les créanciers en ont fait une remise partielle — alors même que le demandeur n'a eu qu'une part d'associé dans le commerce et qu'il a obtenu un concordat particulier (1).

Affichage de la demande pendant deux mois, tant dans les salles d'audience du Tribunal Civil et du Tribunal de Commerce, qu'à la Bourse ou à la Mairie.

Insertion par extrait dans les papiers publics (2).

Faculté d'opposition dans ce délai pour tout créancier non intégralement payé et pour toute personne intéressée (3).

En cas d'admission par la Cour, prononciation de l'arrêt en séance publique, lecture également publique à l'audience du Tribunal Civil et du Tribunal de Commerce et transcription sur leurs registres (4).

Interdiction absolue pour le banqueroutier frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroqueries ou abus de confiance, les stellionataires et les tuteurs, administrateurs ou autres comptables n'ayant pas rendu ou soldé leurs comptes (5).

La demande peut d'ailleurs être formée sans condition de temps et reprise en cas de rejet après une année d'intervalle (6).

Elle peut être faite après la mort du failli (7).

---

(1) Art. 604.

(2) Art. 607.

(3) Art. 608.

(4) Art. 611.

(5) Art. 612.

(6) Art. 604 et 610.

(7) Art. 614.

Le banqueroutier simple peut être réhabilité s'il a subi la peine à laquelle il a été condamné (1).

### **Insuffisance des adoucissements apportés par diverses lois à la rigueur du Code de Commerce**

Les adoucissements apportés depuis 1890 aux conditions de la réhabilitation pénale font mesurer toute la rigueur de ces dispositions.

La loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire et celle du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit y ont à la vérité apporté d'assez notables modifications. Faisant la distinction qui était depuis si longtemps et si justement réclamée entre le commerçant coupable et le débiteur simplement malheureux, la première a créé, à côté de la faillite, un état nouveau qui, tout en sauvegardant efficacement les droits des créanciers, a sensiblement modifié sur deux points les sévérités anciennes.

D'après son article 21, les incapacités édictées par le Code de Commerce et la loi de 1838 ont été réduites, en cas de liquidation judiciaire, à l'interdiction des fonctions électives, ce qui laisse subsister le droit de voter.

Ces dispositions transitoires ont en outre attribué au Tribunal de Commerce la faculté d'accorder par jugement spécial la même faveur : 1° au failli concordataire qui n'a pas encore fait statuer sur l'homologation de son concordat et à celui dont la demande en excusabilité n'a pas encore été jugée ; 2°) Et au failli ancien, quelle que soit l'époque du jugement déclaratif, s'il a obtenu un concordat ou une

---

(1) Art. 612.

déclaration d'excusabilité. Il suffit alors de présenter au tribunal une requête qui reste affichée pendant quinze jours dans l'auditoire, et le jugement, qui n'est susceptible d'aucun recours, est prononcé en Chambre de Conseil (1).

Quant à la loi sur le casier judiciaire, tout en maintenant l'inscription du jugement de faillite au casier, elle a dispensé le failli concordataire et celui qui a obtenu l'excusabilité de la mention de sa faillite au bulletin N° 3.

Ce sont assurément de véritables adoucissements aux règles anciennes, mais ils ne suffisent pas pour mettre le failli, qu'une vie irréprochable et une probité incontestée ont signalé depuis sa chute commerciale à l'estime publique, sur le pied d'égalité que la justice exige avec le condamné considéré comme amendé.

Législation trop rigoureuse par conséquent : sur 6.071 faillites terminées dans une année, 5.366 n'ont pas obtenu le concordat, ce qui représente près des 9/10 des faillis ; combien dans ce nombre ne seraient-ils pas dignes de recouvrer leurs droits et s'en sont trouvés empêchés par la rigueur des conditions imposées par la loi ?

La statistique des réhabilitations en donne une idée. Le mouvement d'humanité qui marque la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en a à peu près doublé le nombre à partir de 1895. Il n'est cependant encore que de 41 en moyenne pour une année. C'est une proportion de 5 sur 1.000 par rapport aux faillites terminées dans l'année et de beaucoup moins assurément de 1 sur 1.000, si on établissait la proportion sur le nombre total, d'ailleurs hypothétique des faillites existant à cette époque.

---

(1) Art. 23.

Une législation qui ne comportait qu'une aussi insignifiante application manquait son but. Que devient en effet l'utilité sociale de la réhabilitation, qui est, d'une part, d'inciter le débiteur, par l'espoir de recouvrer ses droits de citoyen, à réparer les pertes qu'il a causées, et, de l'autre, de mettre fin à des situations humiliées, souvent malheureuses et trop disposées à attribuer les difficultés de leur existence à l'injustice sociale, si le but proposé est à ce point inaccessible ?

La loi de 1903, votée après une enquête de près de trente-trois Tribunaux de Commerce — villes de plus de 50.000 h. — et modifiée quelque peu par la loi du 31 mars 1906, a admis à côté de la réhabilitation judiciaire de droit seule consacrée par le Code du Commerce une réhabilitation facultative qui a pour caractère distinctif d'être laissée à l'appréciation du Tribunal de Commerce. Elle est faite pour des faillis d'une probité reconnue, qui n'ont pas payé l'intégralité de leurs dettes, spécialement pour les faillis concordataires qui ont payé les dividendes promis dans leur concordat. Cette même loi fait passer de la Cour d'Appel au Tribunal de Commerce la compétence pour statuer sur les demandes en réhabilitation. Elle supprime la publicité de ces demandes. Enfin, cette loi restituait aux faillis non banqueroutiers leurs droits d'électeur, par cela seul qu'il s'était écoulé dix ans depuis le jugement déclaratif de faillite. Nous trouvons là l'amorce de la réhabilitation légale, telle que l'a instituée, quelques années plus tard, la loi du 23 mars 1908.

Cette loi du 23 mars 1908 crée, en effet, la réhabilitation légale résultant de la seule expiration d'un certain laps de

temps depuis le jugement déclaratif. Elle réduit de dix à trois ans le délai après lequel les faillis non banqueroutiers recouvrent leurs droits d'électeur. Elle admet enfin qu'après deux ans écoulés après le jugement déclaratif, les jugements de faillite ne figurent plus sur le bulletin n° 3 du casier judiciaire.

Enfin, certaines lois issues de la guerre sont entrées encore plus loin dans la voie de l'indulgence. C'est ainsi que la loi du 5 août 1916, modifiée par la loi du 16 mars 1919, a créé, au cours de la guerre, un cas spécial de réhabilitation judiciaire pour les faillis, même banqueroutiers, qui, appelés sous les drapeaux pendant la guerre, y ont été l'objet d'une citation à l'ordre du jour pour action d'éclat.

Il ne faut pas omettre non plus de mentionner toutes les lois d'amnistie, votées périodiquement depuis la guerre, et grâce auxquelles certains faillis ou liquidés judiciaires ont pu voir cesser leurs incapacités par un moyen beaucoup plus simple que la réhabilitation (1).

D'après ces lois, et d'une manière générale, la réhabilitation est acquise automatiquement par le commerçant failli, à la seule condition que les faits se placent dans une certaine période. C'est ainsi que la loi du 26 décembre 1931 exigeait que le jugement déclaratif de faillite ou le jugement d'admission au bénéfice de la liquidation judiciaire fussent antérieurs au 12 novembre 1931; ou que, du moins, ils eussent été prononcés pour faits antérieurs à cette date (2). De même encore, la loi d'amnistie du 12 juillet

---

(1) Lois du 24 octobre 1919, art. 11 ; du 20 avril 1921, art. 22 ; du 3 janvier 1925, art. 20 ; du 26 décembre 1931, art. 10 ; du 12 juillet 1937, art. 4.

(2) Art. 10.

1937, article 4, s'applique aux déclarations de faillite, de liquidations judiciaires antérieures au 2 mai 1937, ou aux déclarations ultérieures pour faits antérieurs à cette dernière date.

Parfois ces lois d'amnistie subordonnent à certaines conditions secondaires le bénéfice qu'elles accordent. C'est ainsi que, d'après la loi de 1931 précitée, il fallait que la déclaration de cessation de paiements eût été faite au greffe du Tribunal de Commerce dans le délai légal de quinze jours après la cessation des paiements (1). La loi excluait, d'autre part, de son bénéfice les banqueroutiers frauduleux et non les banqueroutiers simples (2).

---

(1) Art. 10 paragr. 1<sup>er</sup>.

(2) THALLER et PERCEROU, III, 1575 bis et note I, p. 69, qui critique sévèrement ces dispositions et les traite non sans raison d'ailleurs d'arbitraires.

## CHAPITRE III

---

### PERSONNES POUVANT ÊTRE ADMISES A LA RÉHABILITATION

---

La réhabilitation n'ayant d'autre objet que de faire disparaître les incapacités et déchéances attachées à la faillite, ne peut être demandée et obtenue que par toute personne ayant la qualité de failli ou de liquidé judiciaire (1). Mais la réhabilitation ne concerne pas les débiteurs non faillis et notamment les débiteurs en déconfiture qui, dans notre législation, ne sont frappés d'aucune incapacité (2).

Il faut rappeler ici la législation et la jurisprudence abondante sur la question des personnes pouvant être mises en faillite. En particulier, il convient de ne pas confondre l'incapacité avec l'incompatibilité dont sont atteintes certaines personnes auxquelles l'exercice du commerce est interdit, soit par des lois spéciales, soit par leurs règlements professionnels. Ces personnes — avoués, avocats, notaires, greffiers, fonctionnaires — peuvent être mises en faillite lorsqu'elles se livrent d'une façon habituelle à des opé-

---

(1) Loi du 4 mars 1889, art. 24 ; art. 605 du Code de Commerce.

(2) THALLER et PERCEROU, III, N° 1576.

rations commerciales, sans préjudice, bien entendu, des peines disciplinaires qui peuvent les frapper. C'est par l'application de ces principes qu'il a été jugé que pouvaient être mis en faillite : des huissiers (1), des notaires (2), des avoués (3), des receveurs de l'Enregistrement (4). Tous ces faillis ou liquidés judiciaires peuvent, par conséquent, demander la réhabilitation.

D'autre part, l'article 437 du Code de Commerce déclare : « En cas de faillite d'une société, la faillite pourra être déclarée commune à toute personne qui, sous le couvert de cette société masquant ses agissements, a fait, dans son intérêt personnel, des actes de commerce et disposé en fait des capitaux sociaux comme des siens propres ». Ces personnes ont bien dans ce cas la qualité de failli et la réhabilitation peut être demandée et obtenue par elles.

Et le décret du 8 août 1935, portant application aux gérants administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et d'administrer une société, a complété l'article 437 de la manière suivante : « Art. 2. — En cas de déclaration de faillite d'une société, sont punis des peines prévues par l'alinéa 3 de l'article 402 du Code

---

(1) Paris 2 février 1855, D. 55, 5, 77 ; Paris 16 juin 1868, Journ. Trib. Com. 1869, p. 182 ; Douai 29 mai 1883, Journ. jur. Douai 1883, p. 238.

(2) Rouen 5 décembre 1850, D. 53, 5, 221 ; Paris 4 janvier 1853, D. 53, 5, 222 ; Dijon 2 mars 1883, S. 85, 2, 107 ; D. Rép. Suppl. V<sup>o</sup> Faillite 211 ; Cas. req. 14 mars 1888, D. 88, 1, 168 ; Angers 3 décembre 1889, D. 91, 2, 3 ; Montpellier 27 décembre 1889, D. 93, 1, 426 ; Caen 16 décembre 1890, D. 92, 2, 174 ; Cass. req. 15 janvier 1895, D. 95, 1, 40 ; Bourges 17 décembre 1900, D. 1901, 2, 423 ; Paris 16 février 1909, Journ. Faill. 1909, p. 204 ; Rouen 29 juillet 1909, Journ. Faill. 1909, p. 498.

(3) Rennes 11 mars 1851, D. 51, 2, 190.

(4) Bruxelles 25 janvier 1809

« pénal les administrateurs, directeurs ou liquidateurs  
« d'une société anonyme, les gérants ou liquidateurs d'une  
« société à responsabilité limitée, et d'une manière générale,  
« tous mandataires sociaux qui, en cette qualité et de  
« mauvaise foi :

« 1°) Ont consommé de fortes sommes appartenant à la société en faisant, soit des opérations de pur hasard, soit des opérations fictives, de bourse ou sur marchandises ;

« 2°) Ou ont fait des achats pour revendre au-dessous du cours dans l'intention de retarder la faillite de la société ou, dans la même intention, se sont livrés à des emprunts, circulation d'effets ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds ;

« 3°) Ou ont payé ou fait payer un créancier au préjudice de la masse après la cessation des paiements ;

« 4°) Ou ont fait contracter par la société pour le compte d'autrui, sans qu'elle reçoive de valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables eu égard à sa situation lorsqu'elle les a contractés ;

« 5°) Ou ont commis une des infractions prévues et punies par les articles 18 et 19 de la loi du 18 mars 1919 sur le registre de commerce ;

« 6°) Ou n'ont pas fait, dans les quinze jours de la cessation des paiements, la déclaration au greffe du Tribunal de Commerce, exigée par les articles 438 et 439 du Code de Commerce ;

« 7°) Ou ont tenu ou fait tenir irrégulièrement les livres de la société.

« Art. 3. En cas de déclaration de faillite d'une société, sont punis des peines prévues par l'alinéa 2 de l'article 402

« du Code pénal, les administrateurs, directeurs ou liquidateurs d'une société anonyme, les gérants ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et, d'une manière générale, tous mandataires sociaux qui, frauduleusement, ont soustrait les livres de la société, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou, soit dans les écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par le bilan, ont reconnu la société débitrice de sommes qu'elle ne devait pas.

« Art. 4. Sont punis des peines portées à l'alinéa 3 de l'article 402 du Code pénal, les administrateurs, directeurs ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et, d'une manière générale, tous mandataires sociaux qui, en vue de soustraire tout ou partie de leur patrimoine aux poursuites de la société faillie, ou de ses actionnaires, ou de ses créanciers, ont, de mauvaise foi, détourné ou dissimulé, tenté de détourner ou de dissimuler, une partie de leurs biens, ou se sont frauduleusement reconnus débiteurs de sommes qu'ils ne devaient pas.

« Art. 5. Les déchéances attachées par la loi à la faillite des commerçants sont applicables de plein droit aux personnes condamnées par application des articles 2, 3 et 4 du présent décret. »

Ne peuvent donc bénéficier de la réhabilitation commerciale les administrateurs de sociétés anonymes, gérants de sociétés à responsabilité limitée et autres mandataires sociaux qui, ayant en cette qualité accompli l'un des faits énumérés dans les articles 2 à 4 du décret-loi du 8 août 1935, ont été frappés des peines de la banqueroute simple ou

frauduleuse et, en outre, des déchéances attachées par la loi à la faillite.

Sous l'empire du Code de Commerce, le délit ou le crime de banqueroute ne pouvaient être relevés contre les gérants ou administrateurs de sociétés qu'autant que ceux-ci avaient la qualité de commerçants. C'est ainsi que l'on décidait que, dans le cas où une société en nom collectif, une société en commandite simple ou par actions, était déclarée en faillite, tous les associés responsables, le commandité, le gérant de la commandite par actions et le commanditaire qui s'étaient immiscés dans les affaires de la société par une participation habituelle pouvaient être déclarés banqueroutiers. Mais les mandataires des sociétés anonymes ou à responsabilité limitée ne pouvaient être condamnés aux peines de la banqueroute, même lorsqu'ils avaient commis des actes répréhensibles. Sont seuls, en effet, susceptibles d'être déclarés banqueroutiers, ceux qui sont commerçants, et le mandataire social — administrateur, gérant ou mandataire substitué, ce dernier n'effectuant des actes de commerce que pour le compte de la société, et non en son nom personnel — n'a pas la qualité de commerçant.

Comme nous venons de le voir, cette lacune a été comblée par le décret-loi du 8 août 1935 qui, dans ses articles 2 à 5, punit des peines de la banqueroute simple les administrateurs, directeurs ou liquidateurs d'une société à responsabilité limitée et, d'une manière générale, tous mandataires sociaux qui, en cette qualité et de mauvaise foi, ont commis des actes qui, s'ils avaient été accomplis par un commerçant failli, auraient motivé à son égard l'application des

peines, soit de la banqueroute simple, soit de la banqueroute frauduleuse.

La question qui se pose est celle de savoir si ces mandataires sociaux, condamnés par application des articles 2, 3 et 4 de ce décret et qui subissent de plein droit les déchéances attachées par la loi à la faillite des commerçants, peuvent demander leur réhabilitation ?

Nous avons vu, en effet, que la réhabilitation commerciale ne peut être demandée et obtenue que par toute personne ayant la qualité de failli ou de liquidé judiciaire (1). Il n'y a pas de difficultés pour les gérants associés des sociétés en nom collectif et en commandite qui, étant commerçants, peuvent être déclarés en faillite concurremment avec leur société et, par suite, déclarés banqueroutiers simples ou frauduleux. De même, pour les administrateurs personnellement déclarés en faillite en vertu de l'article 437 du Code de Commerce, comme ayant, sous le couvert de la société masquant leurs agissements, fait, dans leur intérêt personnel, des actes de commerce et disposé, en fait, des capitaux sociaux comme des leurs propres.

Mais les autres mandataires sociaux, visés par le décret du 8 août 1935, — y compris les gérants non associés des sociétés en nom collectif ou en commandite, qui tombent sous le coup de ce décret — ne peuvent obtenir la réhabilitation.

La réhabilitation légale n'est, en effet, applicable qu'aux faillis non banqueroutiers (2) et ils ne peuvent non plus demander la réhabilitation facultative puisqu'ils n'ont ja-

---

(1) Loi du 4 mars 1889, art. 24 ; art. 605 du Code de Commerce.

(2) Art. 605, alinéa 3

mais été déclarés en faillite. C'est, du moins, l'avis d'éminents auteurs (1) qui déclarent que ces personnes ne peuvent obtenir que la réhabilitation pénale.

Il y a là une solution d'une excessive rigueur. Ces mandataires sociaux, à qui les déchéances de la faillite ont été appliquées, ne sont pas encouragés à rechercher une réhabilitation pénale, qui ne doit pas les conduire à une réhabilitation commerciale, et les créanciers perdent ainsi une chance d'être intégralement payés.

Une autre question également importante se pose : les faillis « virtuels » peuvent-ils demander leur réhabilitation ? Ceci est une conséquence du problème des faillites de fait qui se pose ainsi : la faillite de fait est-elle susceptible de produire des effets ?

A cet égard, il y a une divergence de vues très nette entre la doctrine et la jurisprudence, cette dernière admettant le principe d'une faillite de fait, la première, au contraire, le repoussant généralement.

*Opinion de la jurisprudence.* — D'après la jurisprudence, la constatation par une juridiction quelconque, civile ou pénale, de la cessation des paiements d'un commerçant suffit pour constituer la faillite. La jurisprudence admet donc l'existence d'une faillite de fait (2).

Voici ce que déclare en particulier l'arrêt de Cassation du 15 février 1897 : « Sur l'unique moyen du pourvoi : vu « les articles 437 et 440 du Code de Commerce ; attendu, en « droit, que, du rapprochement de ces articles, il résulte que

---

(1) THALLER et PERCEROU, III, N° 1576.

(2) Cass. req. 26 octobre 1891, D. 92, 1, 564 ; Cass. crim. 28 décembre 1893, D. 95, 1, 519 ; Cass. req. 13 mars 1899, S. 1900, 1, 126 ; Paris 18 juin 1902, Pandectes franç. 1903, 2, 153.

« la loi considère le commerçant comme failli par cela seul  
« qu'il a cessé ses paiements, et avant toute déclaration  
« émanée soit de lui-même, soit du Tribunal de Com-  
« merce ; que le jugement déclaratif ne crée donc pas l'état  
« de faillite, mais ne fait que le proclamer comme néces-  
« sairement préexistant ; que les juges du fond ont, sans  
« doute, un pouvoir souverain pour apprécier le fait de la  
« cessation de paiements, mais qu'ils sont obligés, dès qu'ils  
« l'ont constaté, d'en tirer la conséquence légale, c'est-à-  
« dire la déclaration de faillite, si celle-ci est requise ; qu'il  
« ne leur appartient pas de repousser cette demande, soit  
« à raison des mobiles qui l'ont provoquée, soit à raison des  
« avantages d'un règlement amiable. »

Le principe est donc bien affirmé : le jugement déclara-  
tif, dit formellement l'arrêt, ne crée pas l'état de faillite.  
Il ne fait que le proclamer comme nécessairement pré-  
existant. Déjà Renouard (1) avait admis et défendu la théo-  
rie de la faillite de fait : « On peut, écrivait-il, considérer  
« la faillite sous deux points de vue : ou comme l'état d'un  
« commerçant qui a cessé ses paiements, ou comme l'état  
« du commerçant qui a été déclaré judiciairement failli. La  
« coutume commerciale, de même que notre Code, et bien  
« longtemps avant lui, s'attachant au fond des choses plu-  
« tôt qu'à leur forme extrinsèque, a fait constater la faillite  
« dans la cessation de paiements. Cette solution s'accorde  
« avec la tendance de notre droit français à préférer une  
« législation d'équité à une législation de formules. La  
« faillite est donc un fait qui existe par lui-même, un fait

---

(1) I, p. 228.

« que le jugement déclaratif constate, mais ne crée pas,  
« un fait qui, à lui seul, produit des effets légaux, bien qu'il  
« n'ait pas la même portée qu'un jugement déclaratif et  
« n'entraîne pas des conséquences aussi étendues. »

Ainsi donc, d'après cette théorie, la cessation des paiements entraîne ipso facto la faillite pour le négociant. Cependant, toutes les règles de la faillite ne sont pas applicables *de plano* à la faillite de fait, et la jurisprudence établit, à ce point de vue, une distinction entre, d'une part, les règles de fond, et, d'autre part, les règles de procédure, Seules les premières doivent être appliquées à la faillite virtuelle, les secondes ne pouvant lui être étendues.

Les déchéances civiles, résultant de la faillite, ne sont donc pas applicables à la faillite de fait, car elles supposent une proclamation solennelle de l'indignité du débiteur. Toutefois, ceci n'est vrai, d'après la jurisprudence, que pour les faillites de fait constatées par des jugements civils et non pour celles qui découlent de décisions pénales (1). Dans cette affaire, M. le Procureur Général près de la Cour de Cassation s'était pourvu en cassation dans l'intérêt de la loi contre une sentence du Juge de Paix du canton sud-ouest de Saint Etienne, du 17 février 1885, ordonnant l'inscription du sieur Jaray sur la liste électorale de Saint-Etienne, nonobstant une condamnation de 200 frs d'amende pour banqueroute simple, prononcée contre ce citoyen par le tribunal correctionnel de Saint-Etienne, le 11 décembre 1880.

Voici la décision de la Cour cassant ce jugement : « Vu

---

(1) Cass. Civ. 3 juillet 1885 D. 85, 1, 279 ; S. 86, 1, 133.

« le paragraphe 17 de l'article 15 du décret du 2 février  
« 1852 : attendu que l'incapacité électorale, établie par le  
« paragraphe 17 sus-visé, résulte de l'état de faillite d'un  
« commerçant, quand cet état est reconnu par une juri-  
« diction compétente ; attendu qu'une condamnation pour  
« banqueroute simple ne peut, aux termes des articles 585  
« et 586 du Code de Commerce, être prononcée que contre  
« un commerçant failli, coupable de faits délictueux spé-  
« cifiés par les dits articles ; que, si l'action publique, à fin  
« de répression du délit de banqueroute simple ou fraudu-  
« leuse, est indépendante de l'action en déclaration de failli-  
« te portée devant le Tribunal de Commerce et à d'autres  
« fins que cette dernière action, elle repose comme elle sur  
« deux éléments primordiaux et essentiels, dont la juri-  
« diction correctionnelle doit, d'abord et avant tout, recon-  
« naître et proclamer l'existence en termes exprès ou équi-  
« valents, à savoir : de la qualité de commerçant de la  
« personne poursuivie et de la cessation de ses paiements,  
« c'est-à-dire de son état de faillite ; attendu que Jaray con-  
« damné pour délit de banqueroute simple par jugement  
« du Tribunal correctionnel de Saint-Etienne, du 11 décem-  
« bre 1880, passé en force de chose jugée, était donc en  
« état de faillite déclaré par un tribunal compétent, qu'il ne  
« pouvait être inscrit sur la liste électorale de Saint-Etienne  
« et que le jugement attaqué, en ordonnant son inscription,  
« a violé les dispositions du paragraphe 17 de l'article 15  
« du décret de 1852 sus-visé. Par ces motifs, casse... »

Mais ce failli virtuel peut-il demander et obtenir sa réha-  
bilitation ?

Les lois d'amnistie lui sont certainement applicables,

mais, selon Thaller et Percerou, ils ne peuvent prétendre à la réhabilitation judiciaire de droit ou à la réhabilitation facultative, car les conditions générales auxquelles sont soumises ces réhabilitations — reconnaissance exacte du passif, paiement de ce passif ou des dividendes concordaires — ne peuvent trouver leur application dans cette hypothèse.

Cependant, à notre avis, la réhabilitation facultative devrait être obtenue.

L'article 605 déclare en effet : « peut obtenir sa réhabilitation en cas de probité reconnue :

« 1°) Le failli qui, ayant obtenu un concordat, aura intégralement payé les dividendes promis. Cette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qui a obtenu des créanciers un concordat particulier ;

« 2°) Celui qui justifie de la remise entière des dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation... »

Il est possible que le failli ait réussi à obtenir un concordat amiable de ses créanciers ; par conséquent, s'il remplit les conditions de ce concordat, il devrait pouvoir être réhabilité.

De toute façon, l'alinéa 2 de l'article 605 lui est applicable, et, selon nous, rien ne s'oppose à ce qu'il obtienne sa réhabilitation.

L'existence du failli n'est pas requise, la réhabilitation peut être obtenue par ses héritiers après sa mort. L'article 614 du Code de Commerce le déclare expressément : « Le failli pourra être réhabilité après sa mort. »

Le législateur a voulu par là inciter les héritiers du failli à payer les dettes de celui-ci. Ils avaient, anciennement, un intérêt personnel à la réhabilitation de leur auteur, par cela même que l'exercice des droits de citoyen français était suspendu par l'état d'héritier immédiat, détenteur à titre gratuit de la succession totale ou partielle du failli (1). Actuellement, ils ont, à la réhabilitation du failli défunt, un intérêt d'honneur.

---

(1) Art. 5, Constitution de l'an VIII, abrogé par la loi du 15 mars 1869.

## CHAPITRE IV

---

### RÉHABILITATION JUDICIAIRE DE DROIT

---

L'article 604 du Code de Commerce (1) consacre la réhabilitation judiciaire de droit, qui était d'ailleurs la seule connue avant 1903. La loi de 1903 s'est bornée à en faciliter quelque peu les conditions et à la rendre possible, même pour les banqueroutiers frauduleux auxquels le Code de Commerce en refusait le bénéfice.

Aux termes de cet article, « est réhabilité de droit le failli  
« qui aura intégralement acquitté les sommes par lui dues  
« en capital, intérêts et frais, sans toutefois que les intérêts  
« puissent être réclamés au-delà de cinq ans. »

Ainsi donc, pour pouvoir demander la réhabilitation judiciaire de droit, le failli doit avoir payé intégralement les sommes par lui dues en capital, intérêts et frais.

Les dettes, dont parle l'article 604 du Code de Commerce, sont les dettes antérieures au jugement déclaratif et non les dettes contractées depuis la fin de la faillite (2), ni même

---

(1) Loi du 20 décembre 1903.

(2) Trib. Com. Marseille 10 avril 1907, J. Faillite 1907, 325.

celles contractées par le failli en contravention aux règles du dessaisissement pendant le cours de la procédure (1). Les créanciers postérieurs à la faillite ne peuvent s'opposer à la réhabilitation, parce qu'ils n'ont pas été les victimes de la faillite.

Le failli peut, d'ailleurs, pour se dispenser d'acquitter certaines dettes, invoquer tous les moyens, pourvu qu'ils ne se rattachent pas à l'état de faillite. Il pourrait, notamment, et bien que cette hypothèse soit assez rare dans la pratique depuis la loi du 28 mars 1885, qui a exclu l'exception de jeu en matière de marchés à terme et à livrer, se prévaloir de l'exception de jeu de l'article 1965 du Code Civil.

Mais, il ne pourrait se fonder sur les nullités des articles 446 et suivants du Code de Commerce, pour ne pas payer les dettes résultant d'actes annulés par application de ces articles ; ces nullités n'ont été admises que dans l'intérêt de la masse et le syndic, qui la représente, a seul le droit de les invoquer.

Les intérêts, dont l'article 604 exige le paiement, sont les intérêts conventionnels et les intérêts moratoires qui ont couru à la charge du failli, avant le jugement déclaratif. Mais, ce sont également les intérêts courus, même depuis le jugement déclaratif de faillite, car les intérêts ne cessent de courir à la charge du failli en tant que la masse n'en souffre pas. Pour obtenir sa réhabilitation, le failli doit donc

---

(1) THALLER et PERCEROU, III, N° 1578. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 981.

payer les intérêts de ses dettes courus, même depuis le jugement déclaratif (1).

Le failli doit aussi payer les intérêts moratoires qui n'ont commencé à courir qu'après le jugement déclaratif de faillite. Ces intérêts courent du jour de la production du créancier à la faillite.

Avant la loi de 1903, le failli ne pouvait être réhabilité que s'il avait payé tous les intérêts de ses dettes, sans qu'il fût admis à se prévaloir de la prescription quinquennale de l'article 2277. Par suite, l'accumulation des intérêts rendait, dans certains cas, la réhabilitation difficile, sinon impossible à obtenir. C'est la raison pour laquelle la loi de 1903 a admis que les intérêts ne pouvaient être réclamés au-delà de cinq années (2).

Quant au paiement des intérêts des intérêts, il n'est nullement requis pour la réhabilitation. L'article 604 du Code de Commerce, qui est limitatif, n'exige aucunement cette condition. Avant la loi du 30 décembre 1903, il avait été soutenu que le paiement des intérêts des intérêts, était nécessaire. On alléguait en faveur de cette solution, qui, anciennement, avait prévalu dans la pratique, que les créanciers devaient, pour que la réhabilitation fût possible, être placés dans la situation où ils auraient été à l'origine, s'ils eussent été payés des intérêts de leurs créances et qu'alors ils auraient tiré de ces intérêts, en les plaçant, d'autres intérêts. Mais cette doctrine avait fini par succomber. Elle avait été rejetée, notamment par la Cour de Paris (3).

---

(1) Cass. 11 janvier 1893, D. 93, 1536 et note Boistel.

(2) Art. 604, alinéa I.

(3) Paris 16 février 1900, D. 100, 2, 42.

Il y avait là une charge lourde imposée au failli dont la réhabilitation était rendue très difficile. Puis, la solution était contraire aux principes de l'article 1154 du Code Civil sur la capitalisation des intérêts. Les créanciers étaient ainsi placés dans une situation meilleure, au point de vue de la capitalisation des intérêts, que s'il n'y avait pas eu faillite du débiteur. Tout ce qu'on aurait pu admettre, c'est que le failli, pour être réhabilité, devait payer les intérêts des intérêts de ces dettes, à compter d'une demande en justice ou d'une convention, quand ils étaient dûs pour une année au moins. Mais, actuellement, la rédaction nouvelle de l'article 604 ne laisse place à aucune discussion.

Les paiements doivent être effectués entre les mains des personnes qui sont créancières au jour où ils ont lieu. Ils sont donc faits aux cessionnaires des créanciers, si les créanciers originaux ont cédé leurs créances. Il importe peu, dans cette dernière hypothèse, que le paiement soit fait aux cessionnaires avant que ceux-ci aient rendu la cession opposable aux tiers en remplissant les formalités prescrites (1).

Voici d'ailleurs ce que déclare une décision (2) : « La réhabilitation de droit peut être prononcée, si le failli établit avoir réellement et intégralement versé aux cessionnaires de ses créanciers les sommes par lui dues..., encore qu'il y ait des créances dont la cession n'a été signifiée qu'après les paiements faits aux cessionnaires. » Il n'y a pas, en effet, dans cette hypothèse, de conflit entre le cessionnaire et le tiers.

---

(1) Art. 169, C. Civ.

(2) Paris 5 mai 1905, D. 1905, 2, 383.

Au paiement des créanciers doivent être assimilés tous autres actes éteignant les dettes du failli en désintéressant les créanciers : dation en paiement, compensation, confusion. Mais ne permettent pas la réhabilitation judiciaire de droit, les actes qui éteignent les dettes du failli sans pourtant donner une satisfaction effective aux créanciers, comme la novation, qui ne fait que substituer une dette nouvelle à une ancienne dette (1). De même pour la prescription libératrice.

La remise partielle de dettes contenue dans un concordat ne dispense pas le failli — eût-il acquitté les dividendes concordataires — de payer ses dettes intégralement, s'il veut obtenir la réhabilitation de droit. Une remise volontaire des créanciers pour tout ce que leur doit le failli ne permettrait pas non plus cette réhabilitation. Dans ces deux cas, il y a lieu seulement à la réhabilitation judiciaire facultative depuis la loi du 30 décembre 1903. Sans doute, la remise partielle obtenue par voie de concordat et suivie du paiement du reste de la dette, ou la remise entière faite spécialement en vue de la réhabilitation par l'unanimité des créanciers équivalait légalement au paiement intégral avant la loi de 1903. En fait, ils n'en étaient que la fiction et étaient loin d'en égaler le mérite. Il pouvait y avoir lieu, d'ailleurs, d'apprécier le caractère et les conditions du concordat, peut-être même les moyens employés pour l'obtenir. Les exemples n'étaient pas rares de concordats suspects ou trop facilement obtenus par un abandon d'actif sans valeur, ceux de faillites rendues productives par l'habileté ou la fraude. Sous la remise apparente de la dette pouvaient

---

(1) Cass. 17 novembre 1857, D. 1858, 1, 241.

se cacher des combinaisons d'intérêts peu avouables. Il pouvait en être de même du consentement des créanciers. La loi de 1903 a tranché la discussion antérieure à sa publication et désormais les faillis qui se trouvent dans ces deux cas ne peuvent que demander la réhabilitation judiciaire facultative.

### Dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations

L'article 604 (1) n'a fait que confirmer une pratique antérieurement admise par la jurisprudence, en disposant :  
« En cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir  
« d'un ou de plusieurs créanciers, la somme due est déposée  
« à la Caisse des Dépôts et Consignations, et la justification  
« du dépôt vaut quittance. »'

Voici d'ailleurs ce que déclarait M. Lauraine, dans son rapport à la Chambre, au moment du vote de cette loi :

« Lorsque, dans la pratique, un commerçant failli, revenu  
« à meilleure fortune, veut désintéresser ses créanciers, il  
« arrive fréquemment qu'on se heurte à des difficultés  
« insurmontables. Il s'est écoulé parfois de longues années  
« depuis le jugement déclaratif. Des créanciers, admis au  
« passif, ont complètement disparu de la région, sans que  
« l'on puisse retrouver leur nouvelle adresse. D'autres sont  
« morts et on ne connaît pas leurs héritiers. Et alors, la  
« réhabilitation devient impossible pour l'honnête homme  
« qui a fait tant de loyaux efforts pour effacer jusqu'aux  
« dernières traces de son ancien désastre commercial. Il

---

(1) Loi du 30 décembre 1903.

« arrive également qu'un créancier se refuse à accepter le  
« montant de ce qui lui est dû. Les raisons de ce refus se  
« trouvent dans des considérations variées où la malice  
« trouve aussi sa place. Alors, il faut plaider, c'est-à-dire  
« retarder encore une mesure que le malheureux failli a tant  
« d'impatience à voir se réaliser. Désormais, ces difficultés  
« n'existeront plus. En l'absence du créancier, ou sur son  
« refus d'accepter, on déposera à la Caisse des Dépôts et  
« Consignations le montant de la créance, affirmée au pas-  
« sif de la faillite par le créancier absent ou récalcitrant,  
« majoré des intérêts de cinq années au plus. La justifica-  
« tion du dépôt vaudra quittance (1). »

L'article 604 déclare en effet : « La justification du dépôt vaudra quittance ». Mais ce texte nous paraît trop brièvement rédigé. Ce qui vaudra quittance, ce ne sera pas seulement la justification du dépôt, mais bien la justification de la procédure entière d'offres réelles ou de constatation d'absence que le débiteur va se voir obligé de faire. Autrement, comment établirait-il que le dépôt a bien eu lieu « par suite  
« de la disparition, de l'absence ou du refus de recevoir d'un  
« ou de plusieurs créanciers » ? Il devra donc suivre les règles tracées par la loi pour la procédure d'offres, ou, s'il s'agit de la disparition d'un créancier, faire constater cette disparition d'une manière authentique. Sera-t-il nécessaire, dans ce dernier cas, de provoquer un jugement de déclaration d'absence ? Nous ne le pensons pas. La loi parlant de « disparition », il suffira que la non présence du créancier soit constatée de façon indiscutable, par exemple au moyen

---

(1) Rapport de M. Lauraine.

d'une sommation faite au dernier domicile connu. Bien entendu, la somme déposée ne devra être que le reliquat demeurant entre les mains du débiteur sur le montant de la créance, après prélèvement des frais nécessités par ces dernières opérations. Ces frais doivent, en effet, rester à la charge des créanciers (1).

Qu'advient-il de la somme déposée, si ni le créancier ni le débiteur ou leurs héritiers ne la réclament ? Le Tribunal fixe souvent un certain délai, en général deux ans, au bout duquel le failli pourra rentrer en la possession de la somme déposée, si elle n'a pas été réclamée par l'ayant-droit.

En l'absence de décision, prise par le Tribunal, au sujet de cette somme, la seule solution serait de l'attribuer à l'Etat, lorsque trente ans se sont écoulés depuis le moment où elle aura été déposée. C'est là, en effet, le droit commun en ce qui concerne les sommes qui se trouvent à la Caisse des Dépôts et Consignations, et qui, faute de réclamation dans ce délai, se trouvent comprises dans la catégorie des biens vacants et sans maître (2).

Mais, le débiteur aura-t-il le droit de la retirer avant l'expiration du délai de trente ans ? S'il opère ce retrait avant le prononcé de la décision à intervenir sur sa demande en réhabilitation, l'affirmative est certaine : tant que la consignation n'a point été acceptée par le créancier, le débiteur peut la retirer (3). Mais pourra-t-il encore la retirer après que la réhabilitation aura été accordée ? Nous ne le croyons

---

(1) Art. 1260 du Code Civil.

(2) Art. 1813 du Code Civil.

(3) Art. 1261 du Code Civil.

pas, car il ne se trouverait plus dans les conditions voulues par l'article 604. La somme doit, selon nous, rester à la disposition du créancier jusqu'à ce qu'elle soit atteinte par la prescription dont nous venons de parler : jusqu'au dernier jour, l'ayant-droit peut, en effet, se présenter pour en opérer le retrait.

Le principe que nous venons de poser paraît certain, mais, en pratique, il manque de sanction. Si, même après sa réhabilitation, le déposant se présente pour effectuer le retrait, la Caisse, non informée de la décision, ne pourra lui refuser le paiement. Il eût été bon qu'en pareil cas, la loi eût ordonné la signification de la décision rendue à la Caisse avec interdiction de rembourser le déposant.

Il est intéressant de rapprocher de notre cas la disposition finale de l'article 623 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1885. Aux termes de cet article, le condamné pénalement, qui sollicite sa réhabilitation, doit justifier du paiement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts. Si la partie lésée ne peut être retrouvée, ou si elle refuse de recevoir, il y a lieu également à dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, et, si la partie ne se présente pas dans le délai de cinq ans pour se faire attribuer la somme consignée, cette somme est restituée au déposant sur sa simple demande. Cette disposition, d'un caractère évidemment exceptionnel, ne peut être étendue au cas du dépôt fait en vue d'obtenir la réhabilitation commerciale (1).

Si le failli est un codébiteur solidaire, il doit, pour obtenir

---

(1) Maillard. Commentaire de la loi du 30 décembre 1903.

sa réhabilitation de droit, justifier du paiement de la dette entière, et non pas seulement de sa part contributive. Le créancier peut, en effet, lui réclamer le paiement de la totalité de la dette.

Par application de ces principes, l'associé en nom collectif, mis en faillite avec la société dont il est membre, ne peut obtenir sa réhabilitation de droit qu'en établissant que tout le passif social a été intégralement acquitté (1). A propos de cette hypothèse, deux remarques doivent être faites. Tout d'abord, il convient de rappeler que l'associé ne peut, d'après la règle générale, être tenu des intérêts au-delà de cinq années. D'autre part, il n'est nullement nécessaire que le passif ait été éteint des deniers propres de l'associé qui sollicite sa réhabilitation. Les dettes sociales peuvent avoir été réglées par d'autres associés, pourvu que l'associé, demandeur en réhabilitation, les ait indemnisés de sa part contributive et qu'il en justifie. Ces règles s'appliquent même dans l'hypothèse où l'associé a bénéficié personnellement d'un concordat. D'ailleurs, dans ce dernier cas, et lorsqu'il a versé, tant sur son passif personnel que sur le passif social, les dividendes stipulés au concordat, il peut, depuis 1903, solliciter la réhabilitation facultative.

La clôture pour insuffisance d'actif n'est pas un obstacle à la réhabilitation de droit. Mais il arrive très souvent que la clôture pour insuffisance d'actif survienne avant la procédure de vérification et d'affirmation des créances. On ne peut alors savoir exactement quel est le montant de celles-ci et, par suite, il ne peut être prouvé que toutes ont été payées.

---

(1) Art. 604, alinéa 2, Code de Commerce.

Il est nécessaire que la situation passive du débiteur soit constatée dans les formes légales. Le failli devra, en conséquence, faire rapporter le jugement de clôture pour que, la faillite étant ouverte à nouveau, il soit procédé à la vérification des créances. Les créanciers une fois vérifiés, le failli devra établir qu'il les a tous désintéressés intégralement (1).

Voici le sommaire du jugement de Lyon : « La loi du  
« 30 décembre 1903, sur la réhabilitation des faillis, ne con-  
« cerne que le failli concordataire ou en état d'union, dont  
« les créances ont été reconnues et vérifiées, comme le pres-  
« crit la loi, ou encore celui dont la faillite a été clôturée  
« pour insuffisance d'actif, mais après l'accomplissement  
« des formalités de vérification ou d'affirmation. Dès lors,  
« le Tribunal de Commerce, saisi d'une demande de réhabi-  
« litation formée devant lui par un failli, dont la faillite a  
« été close pour insuffisance d'actif, sans que le passif ait  
« jamais été légalement constaté et sans que les créanciers  
« aient été appelés à se révéler, ni invités à produire à la  
« faillite, est dans l'impossibilité de constater si le requé-  
« rant se trouve dans les conditions prévues par la loi du  
« 30 décembre 1903 pour obtenir sa réhabilitation et doit,  
« par suite, écarter cette demande comme prématurée. »

On doit cependant signaler deux décisions contraires du Tribunal de Commerce de Marseille (2) qui déclarent :  
« Lorsqu'une faillite a été close pour insuffisance d'actif  
« antérieurement aux formalités de la vérification des créan-

---

(1) Paris 10 juillet 1888, J. Faill. 1888, 398. — Trib. Com. Seine 10 août 1904, J. Faill. 1904, 52. — Trib. Com. St Etienne 6 décembre 1904, J. Faill. 1906, 277. — Trib. Com. Lyon 18 mai 1906, J. Faill. 1906, 277, D. 1906, 5, 59. — THALLER et PERCELOU, III, N° 1580. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 984.

(2) Marseille 11 mai 1906 et 10 avril 1907.

« ces, le Tribunal de Commerce n'a pas à en ordonner la « réouverture avant de se prononcer sur la demande en « réhabilitation formée devant lui par le failli ».

C'est évidemment au failli, demandeur en réhabilitation, qu'il appartient de faire la preuve du paiement intégral de ses dettes en capital, intérêts et frais (1). A défaut de règles spéciales édictées par la loi, le tribunal apprécie si cette preuve est faite (2).

Cette preuve résultera ordinairement de quittances fournies par le failli requérant. Mais il est généralement d'usage de ne pas admettre les quittances rédigées simplement « pour solde », qui peuvent couvrir une remise totale ou partielle à titre gratuit, et d'exiger une attestation par le créancier de la somme versée, avec le décompte de la dette capital, intérêts et frais (3). Le Tribunal peut, d'ailleurs, exiger la légalisation des signatures apposées sur les quittances (4).

Dès qu'il est établi que le failli a intégralement désintéressé ses créanciers, le Tribunal doit prononcer la réhabilitation. Il n'a, en effet, d'autre pouvoir que celui d'apprécier, comme nous venons de le voir, si les quittances ou pièces justificatives — prouvant, par exemple, une dation en paiement, une compensation, une confusion — qui lui ont été fournies, sont sincères et loyales. La réhabilitation est un droit pour le failli, dès lors que ce dernier a prouvé qu'il avait intégralement désintéressé ses créanciers.

Le Tribunal ne pourrait pas rejeter la demande en se ba-

---

(1) Art. 1315 du Code Civil.

(2) Trib. Com. St-Etienne 20 avril 1910, J. Fail. 1910, 359.

(3) Trib. Com. Marseille 10 avril 1907, J. Faill. 1907, 325.

(4) Trib. Com. Marseille 9 septembre 1904, J. Fail. 1905, p. 141.

sant sur le motif que plus de dix ans s'étant écoulés depuis la mise en faillite du débiteur, celui-ci se trouve déjà réhabilité en vertu des dispositions de l'article 605, alinéa 2, du Code de Commerce. Comme on l'a très justement remarqué, en effet : « la faillite n'atteint pas le débiteur seulement  
 « dans son statut civique, mais aussi dans sa considération ;  
 « et, si la réhabilitation légale automatique fait disparaître  
 « les déchéances légales, elle ne peut rien contre la décon-  
 « sidération de fait dont l'opinion entoure le failli. Pour  
 « effacer cette tache à son honneur et retrouver l'estime de  
 « ses pairs, le commerçant a besoin d'une décision judi-  
 « ciaire attestant qu'il a payé intégralement son passif. Lui  
 « refuser cette attestation de la justice serait, du reste, lui  
 « enlever tout intérêt à payer le solde de ses dettes, quand  
 « plus de dix ans se sont écoulés ; et ses créanciers seraient  
 « les premiers à en souffrir » (1).

Il existe, d'ailleurs, un jugement de Dijon du 1<sup>er</sup> février 1911, extrêmement motivé, et confirmé par la Cour de Cassation, dans le même sens. Voici les attendus de ce jugement :

« Attendu que la loi distingue entre le débiteur, failli ou  
 « liquidé judiciaire, qui aura intégralement acquitté en  
 « principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui  
 « dues (2), ou, qui ayant obtenu un concordat, aura inté-  
 « gralement payé les dividendes promis ou justifié de la  
 « remise entière de ses dettes par les créanciers, ou de leur  
 « consentement unanime à sa réhabilitation (3), et celui,

---

(1) THALLER et PERCEROU, III, N° 1582. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 997.

(2) Art. 604, Code de Commerce.

(3) Art. 605, N° 1 et 2.

« non banqueroutier, dont la déclaration de faillite ou de  
« liquidation judiciaire remonte à plus de dix ans, sans  
« qu'il ait rien fait pendant ce temps pour éteindre son  
« passif ;

« Attendu que chacun de ces cas fait l'objet d'une régle-  
« mentation différente ; dans le premier cas, le débiteur  
« doit remplir les formalités prévues par les articles 604 à  
« 611, à l'effet d'obtenir le jugement qui constatera soit  
« qu'il ait fait honneur à ses engagements, en désintéres-  
« sant tous ses créanciers, soit qu'il est de probité reconnue,  
« lorsque concordataire, il a exécuté son concordat, ou  
« lorsque ses créanciers lui ont fait remise de ses dettes ou  
« donné leur consentement unanime à sa réhabilitation,  
« jugement qui sera pour lui la constatation publique et en  
« quelque sorte solennelle de sa réhabilitation par la même  
« autorité judiciaire qui avait antérieurement prononcé  
« publiquement sa déchéance commerciale ; tandis que,  
« dans le second cas, le réhabilité, par le seul effet du temps  
« légal écoulé, bénéficie seulement d'une sorte de prescrip-  
« tion libératoire des déchéances attachées à sa qualité de  
« failli, n'a droit à aucun titre de réhabilitation et se trou-  
« ve, par suite, dispensé par l'article 605 des formalités  
« préalables à l'obtention de ce titre ;

« Attendu que cette réglementation différente se justifie  
« elle-même par la différence des situations ; qu'il est inad-  
« missible, en effet, que le législateur ait pu un seul instant  
« avoir la pensée de mettre sur le même pied le débiteur.  
« qui, par son labeur et ses efforts, a réussi à payer ses dettes  
« et celui qui n'a rien fait pour cela, en se bornant à atten-  
« dre l'expiration du délai de dix ans ;

« Que s'il en était par impossible ainsi, aucun débiteur  
« ne serait plus incité à se donner la peine de désintéresser  
« ses créanciers, puisqu'il n'aurait droit, après dix années,  
« qu'à la même réhabilitation automatique et sans éclat  
« que le débiteur qui n'aurait désintéressé personne ; qu'une  
« pareille assimilation, qui serait la négation de toute idée  
« d'honneur et de probité commerciale, constitue par elle-  
« même une atteinte au crédit qui est la base du commerce  
« et que ce serait faire injure au législateur que de lui en  
« prêter seulement l'intention ;

« Attendu qu'il n'est pas davantage permis de supposer  
« que la loi ait limité aux dix années qui suivent la déclai-  
« ration de faillite la possibilité d'une réhabilitation par  
« jugement, selon la procédure décrite aux articles 604 à  
« 611 précités, pour ne plus admettre après ces dix années  
« qu'une seule forme de réhabilitation uniformément ap-  
« plicable à tous les débiteurs, qu'ils aient ou non payé leurs  
« dettes ; que cette délimitation, qui n'est décrite dans au-  
« cun texte, n'en saurait être implicitement déduite : qu'au  
« contraire, il ressort à l'évidence des dispositions conte-  
« nues dans l'article 605, que le failli banqueroutier n'est  
« pas réhabilité de plein droit au bout de dix années, tan-  
« dis que le failli banqueroutier simple, qui a obtenu un  
« concordat et payé les dividendes promis, peut, en cas de  
« probité reconnue, obtenir à toute époque, comme le failli  
« non banqueroutier, sa réhabilitation par jugement, ce qui  
« démontre bien que la procédure de réhabilitation par le  
« Tribunal n'est pas enfermée dans le cercle des dix ans  
« révolus depuis la faillite, puisque, s'il en était ainsi, le  
« failli banqueroutier simple qui aurait payé tous ses divi-

« dendes concordataires après ces dix années ne pourrait, à  
« raison de sa qualité de banqueroutier, bénéficier de la  
« réhabilitation automatique, sans avoir la ressource de s'a-  
« dresser au tribunal pour faire reconnaître sa probité et  
« obtenir sa réhabilitation par jugement ;

« Attendu par suite que le demandeur, le sieur W., pré-  
« tendant avoir depuis sa faillite acquitté toutes ses dettes,  
« est fondé à poursuivre sa réhabilitation devant le tribunal  
« de céans qui a rendu le jugement déclaratif, et ce au vu  
« des enquêtes qu'il appartient à M. le Procureur de la  
« République du ressort d'ordonner conformément à la loi.  
« PAR CES MOTIFS... ».

Ces considérations conduisent à adopter la même solution, dans le cas où le failli a bénéficié d'une réhabilitation judiciaire facultative, car bien qu'en obtenant cette réhabilitation, le débiteur possède déjà une première attestation judiciaire de probité commerciale, il n'en est pas moins intéressé à ce que l'attestation officielle de sa probité commerciale apparaisse comme basée, non pas seulement sur l'appréciation peut-être indulgente des juges, mais sur le fait matériel, constaté dans les motifs du jugement de réhabilitation, du paiement intégral de son passif.

Au contraire, certains auteurs, comme Thaller et Perce-rou, estiment que le débiteur est irrecevable à solliciter sa réhabilitation judiciaire, lorsqu'il a bénéficié de l'amnistie. Celle-ci n'a d'autre objet que de faire oublier les faits, et il existe un intérêt d'ordre public à ce qu'il n'en soit plus question. Cette solution paraît très contestable. A notre avis, les mêmes raisons qui permettent le cumul de la réhabilitation légale ou de la réhabilitation judiciaire facultative

avec la réhabilitation de droit, doivent autoriser le failli amnistié à solliciter la réhabilitation de droit.

Sous l'empire du Code de Commerce et de la loi de 1838 ne pouvaient obtenir leur réhabilitation « les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroqueries ou abus de confiance, les stellionataires, les tuteurs, administrateurs ou autres comptables n'ayant pas rendu et soldé leurs comptes » (1). Ces personnes pouvaient être réhabilitées au point de vue pénal en justifiant du paiement du passif de la faillite en capital, intérêts et frais (2), mais, même après cette réhabilitation pénale, ils étaient exclus de la réhabilitation commerciale.

Ces dispositions étaient d'une excessive rigueur, et les banqueroutiers frauduleux n'avaient aucun intérêt à faire un effort pour désintéresser leurs créanciers, en vue d'obtenir leur réhabilitation pénale, puisqu'ils étaient certains de ne pas obtenir leur réhabilitation commerciale. Aussi, la loi du 30 décembre 1903, modifiée par la loi du 23 mars 1908, a-t-elle admis que les banqueroutiers frauduleux peuvent obtenir la réhabilitation de droit pourvu qu'en dehors des conditions générales imposées pour cette réhabilitation, ils aient été admis au préalable à la réhabilitation pénale, conformément aux articles 619 et suivants du Code d'Instruction Criminelle et 10 de la loi du 5 août 1899 (3). L'ancien article 612 — rédaction de 1903 — était muet sur le point de savoir si la réhabilitation pénale de droit de la loi du 5 août 1899, modifiée par la loi

---

(1) Ancien article 612 du Code de Commerce.

(2) Art. 623, alinéa 3, Code d'instruction criminelle.

(3) Art. 612, nouveau du Code de Commerce.

du 11 juillet 1900, s'appliquait en la matière. La disposition finale du nouvel article, due à un amendement de M. le sénateur Richard, répare cette omission. Mais c'est improprement, semble-t-il, que le nouvel article emploie la conjonction « et », au lieu de « ou », après les mots 619 et suivants du Code d'Instruction Criminelle. On ne peut songer, en effet, à exiger des demandeurs en réhabilitation commerciale la double justification de leur réhabilitation pénale judiciaire et de leur réhabilitation de droit.

Actuellement donc, les banqueroutiers frauduleux et autres délinquants assimilés peuvent demander la réhabilitation commerciale, à la seule condition d'avoir auparavant obtenu leur réhabilitation pénale, soit judiciaire, soit légale.

Rappelons d'ailleurs qu'en ce qui concerne les banqueroutiers frauduleux, la réhabilitation pénale suppose la justification du passif de la faillite en capital, intérêts et frais, ou de la remise qui en a été faite (1).

Il convient de remarquer que l'article 612 nouveau du Code de Commerce ne mentionne que les banqueroutiers frauduleux, et les personnes condamnées pour vol, escroquerie, ou abus de confiance, et ne fait aucune allusion, comme le faisait l'article 612 ancien, aux stellionataires, tuteurs ou administrateurs ou dépositaires qui n'auraient pas rendu ou apuré leurs comptes. Ces personnes ne sont donc plus soumises, en ce qui concerne leur réhabilitation commerciale, à aucune règle spéciale. Elles peuvent donc

---

(1) Art. 623, alinéa 3 du Code d'instruction criminelle.

obtenir cette réhabilitation, même avant toute réhabilitation pénale (1).

Quant aux personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, elles ne peuvent obtenir leur réhabilitation commerciale, tant qu'elle n'ont pas été réhabilitées pénalement, et sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que les condamnations qui les ont frappées ont été prononcées avant ou après la faillite.

Un arrêt de Cassation du 19 avril 1904, dans ce sens, a consacré les solutions suivantes :

Le pourvoi formé contre un arrêt portant rejet d'une demande de réhabilitation commerciale est recevable, alors du moins que cette décision est uniquement fondée sur des motifs de droit. — L'article 612 du Code de Commerce, qui refuse le bénéfice de la réhabilitation commerciale aux personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, ne distingue pas suivant que ces condamnations ont été prononcées avant ou après la faillite. — La loi du 30 décembre 1903, qui a rendu possible la réhabilitation commerciale des faillis condamnés pour vol, escroquerie ou abus de confiance après leur réhabilitation pénale prononcée conformément aux articles 619 et suivants du Code d'Instruction Criminelle, n'a pas d'effet rétroactif et ne saurait, par suite, être invoquée à l'appui d'un pourvoi en cassation formé contre un arrêt rendu antérieurement à sa promulgation.

Cette dernière solution, admise par cet arrêt, est très con-

---

(1) THALLER et PERCEROU, II, N° 1583. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 986.

testable ; la loi de 1903 s'applique, en effet, aux faillites antérieures à sa promulgation. Or, suivant la jurisprudence, notamment en matière pénale, les lois qui régissent les conséquences d'actes antérieurement accomplis, telles que les lois qui substituent des pénalités moins rigoureuses à celles édictées auparavant peuvent être invoquées devant la Cour de Cassation contre des arrêts rendus sous l'empire de la loi ancienne.

En ce qui concerne la banqueroute simple, elle ne fait nullement obstacle à la réhabilitation de droit. L'ancien article 612 du Code Pénal admettait déjà cette solution, mais exigeait toutefois que le banqueroutier simple eût subi sa peine. Le nouvel article ne reproduisant pas cette condition, il semble que le banqueroutier simple puisse obtenir sa réhabilitation commerciale, même avant d'avoir purgé sa peine, c'est-à-dire soit pendant qu'il la subit, soit après avoir obtenu sa grâce, soit après avoir prescrit sa peine. C'est, du moins, l'avis de certains auteurs (1).

Mais, selon nous, la solution doit être différente. Des travaux préparatoires de la loi, il résulte, en effet, que l'article 612 a été adopté sans discussion par le Sénat ; M. Charles Prévot dit seulement : « On ne parle pas des banqueroutiers « simples ? » M. le rapporteur : « Notre proposition reproduit le texte du Code de Commerce ». Et, sur cette réponse, l'article fut mis aux voix et adopté. De son côté, M. Lauraine, dans son rapport, déclare : « En ce qui concerne le « banqueroutier simple, on a entendu conserver les dispositions du Code de Commerce ».

---

(1) THALLER et PERCEROU, II, N° 1584. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 986.

En réalité, les nouveaux articles du Code de Commerce sont muets sur la situation du banqueroutier simple, puisqu'on a supprimé la disposition de l'article 612 ancien où il est dit que : « Le banqueroutier simple qui aura subi la peine « à laquelle il aura été condamné pourra être admis à la ré-  
« bilitation », comme étant trop douce, ainsi que le dit l'ex-  
posé des Motifs : « ...le banqueroutier simple peut être ad-  
« mis à la réhabilitation à la seule condition d'avoir subi  
« sa peine... on peut se demander si cette disposition n'est  
« pas trop douce... Pourquoi admettre le banqueroutier sim-  
« ple avant qu'il se soit fait relever de la condamnation  
« qu'il a encourue par la réhabilitation pénale ? »

D'où, à notre avis, il faut conclure, dans le silence de la loi, que le banqueroutier simple ne peut plus être réhabilité commercialement que dans les mêmes conditions que le banqueroutier frauduleux. Et, comme cette solution aggrave la situation du banqueroutier simple antérieur à la loi, l'opinion des rapporteurs doit être entendue en ce sens que le paragraphe 2 de l'article 612 ancien du Code de Commerce reste en vigueur à l'égard de celui-ci, et que cette loi, déclarée rétroactive d'une manière générale, n'a pas d'effet rétroactif dans ce cas particulier.

## CHAPITRE V

---

### LA RÉHABILITATION JUDICIAIRE FACULTATIVE

---

A côté de la réhabilitation de plein droit, il existe, depuis la loi du 30 décembre 1903, une réhabilitation plus large, plus libérale, plus accessible, laissée à l'appréciation du Tribunal de Commerce, qui offre au failli malheureux, mais d'une probité reconnue, nonobstant le non-paiement intégral de ses dettes, le moyen de s'affranchir des déchéances et des humiliations attachées jusqu'alors à sa condition : c'est la réhabilitation judiciaire facultative.

Sous le régime de la loi de 1903, cette réhabilitation ne pouvait être accordée que cinq années après le jugement déclaratif de faillite. Une des modifications de la loi du 23 mars 1908 consiste dans la suppression de ce délai de cinq ans. Voici d'ailleurs l'avis de M. le député Lauraine dans son « Exposé des Motifs » :

« Pourquoi ce délai de cinq ans lorsque le failli a satisfait à son concordat, ou qu'il produit l'adhésion de ses créanciers ? Notre législation se montre ainsi plus rigoureuse que les législations étrangères. En droit anglais, le

« failli est relevé de toutes les déchéances attachées à la  
« faillite par le concordat. En Espagne, tout failli concor-  
« dataire peut obtenir la réhabilitation lorsqu'il a achevé  
« le paiement des dividendes stipulés par le traité. En Hol-  
« lande et en Italie, la justice peut, en homologuant le  
« concordat, réhabiliter de suite le failli malheureux et de  
« bonne foi. Dans certains Etats de l'Allemagne, la clôture  
« de la faillite a pour effet immédiat de relever le débiteur  
« de toutes les incapacités attachées à l'état de faillite. En-  
« fin, chez nous, en 1885, la Chambre avait admis un sys-  
« tème de réhabilitation partielle, et voté en première lec-  
« ture un projet aux termes duquel le débiteur dont le con-  
« cordat était homologué n'encourait d'autre incapacité  
« que l'interdiction d'être élu membre du Tribunal de  
« Commerce, du Conseil des Prud'hommes, et des Cham-  
« bres consultatives, des Arts et Manufactures. Ces disposi-  
« tions s'inspirent toutes du même esprit : adoucir le sort  
« des débiteurs malheureux, mais sauvegarder aussi les  
« intérêts des créanciers. Or, quand le débiteur a obtenu un  
« concordat auquel il a obéi, ses créanciers ont consenti  
« implicitement à sa réhabilitation » (1).

Depuis la nouvelle rédaction de l'article 605 du Code de Commerce (2) :

« Peut obtenir sa réhabilitation, en cas de probité recon-  
« nue :

« 1°) Le failli qui, ayant obtenu un concordat, aura inté-  
« gralement payé les dividendes promis. Cette disposition  
« est applicable à l'associé d'une maison de commerce tom-

---

(1) « Exposé des Motifs » (M. Lauraine).

(2) Loi du 23 mars 1908.

« bée en faillite qui a obtenu des créanciers un concordat  
« particulier.

« 2°) Celui qui justifie de la remise entière des dettes par  
« ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa  
« réhabilitation. »

Par conséquent, le failli pourra demander sa réhabilitation aussitôt qu'il rapportera la preuve qu'il est dans l'un des trois cas prévus, et le tribunal l'accordera s'il reconnaît sa probité.

### **Les cas de Réhabilitation Judiciaire Facultative**

#### **1<sup>er</sup> Cas**

#### **Paiement intégral des dividendes promis par le Concordat**

Le premier cas, prévu par l'article 605, est celui du « failli qui, ayant obtenu un concordat, aura intégralement payé les dividendes promis ».

Il est nécessaire que le paiement soit intégral, c'est-à-dire qu'il porte non seulement sur les dividendes échus, mais aussi sur les dividendes non encore échus. C'est d'ailleurs ce qui résulte de l'étude des travaux préparatoires de la loi. Le paragraphe 3 de l'article 605, soumis au Sénat à la séance du 15 novembre 1901, portait : « Le failli qui, ayant obtenu un concordat, a entièrement « satisfait à ces conditions ». Lors du renvoi de la proposition à la commission, ces derniers mots furent remplacés par ceux-ci qui sont devenus le texte de la loi : « aura intégralement payé les dividendes promis » (1).

---

(1) Séance du 26 novembre 1901.

A la séance du 29 novembre 1901, lors de la discussion de l'article 3, M. Théodore Girard posa les questions suivantes :

« Je suppose un failli qui aurait obtenu de ses créanciers  
« un concordat moyennant le paiement d'une somme de  
« 10 % exigible par fractions annuelles pendant une période  
« de dix ou quinze années ; pourra-t-il au bout de cinq ans  
« avoir droit à sa réhabilitation, s'il se présente devant le  
« tribunal en justifiant qu'il a payé les dividendes échus ?  
« Pourrait-il obtenir sa réhabilitation alors même qu'il res-  
« terait des dividendes à payer ?

« *Le rapporteur* : Mais non.

« *M. Girard* : Cependant il ne doit rien, car qui a terme  
« ne doit rien.

« *Le rapporteur* : Le texte dit « intégralement payés ».

« *M. Girard* : Nous sommes d'accord : intégralement doit  
« vouloir dire qu'il a payé tous les dividendes, mais je  
« crois que la loi eût été plus claire si l'on avait dit les divi-  
« dendes échus et non échus.

« *M. Tillaye* : On dit les dividendes promis.

« *Le rapporteur* : Il semble à la commission que la ré-  
« ponse la plus claire à faire à la question de l'honorable  
« M. Girard, est de donner purement et simplement lecture  
« de la disposition que le Sénat a votée : « Le failli, qui  
« ayant obtenu un concordat, aura au moment de la de-  
« mande, intégralement payé les dividendes promis ». Il  
« ne s'agit pas de faire une distinction entre les dividendes

« échus et non échus ; il s'agit des dividendes promis, ce qui comprend tout » (1).

Il convient d'assimiler au paiement, comme en matière de réhabilitation de droit, les modes d'extinction des dettes, telles que la dation en paiement, la compensation et la confusion, qui donnent une satisfaction effective aux créanciers, mais non les autres modes d'extinction (novation ou prescription).

S'il y a des créanciers hypothécaires ou privilégiés, il faut également que ces créanciers aient été payés, tout au moins lorsque le gage de ces créanciers ayant été réalisé, il reste un excédent pour lequel ils sont créanciers chirographaires. Mais en dehors de ce cas, il semble que le paiement des créanciers hypothécaires ou privilégiés ne puisse être exigé. Ces créanciers sont en effet en dehors de la faillite (2).

L'article 605 du Code de Commerce n'établissant aucune distinction entre le concordat simple et le concordat par abandon d'actif, il semble que la réhabilitation puisse être accordée, même dans le cas de concordat par abandon d'actif (3), sous réserve bien entendu des pouvoirs d'appréciation du tribunal et de la faculté qui lui est laissée de refuser

---

(1) Journ. Off. du 30 novembre 1907. — Rapport de M. Lauraine. — Journ. Off. du 24 mars 1908.

(2) Trib. de Com. Marseille 10 avril 1907, J. Faill. 1907, 324. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 989. — THALLER et PERCEROU, III, N° 1587.

(3) Trib. Com. St-Etienne, 30 août 1904 : « S'il y a eu un concordat par abandon sans engagement pris par le failli, il suffit que les biens compris dans l'abandon aient été vendus et que le prix en ait été réparti entre les créanciers. Si, au contraire, comme cela arrive parfois, le concordat par abandon a été accompagné de l'engagement pris par le failli de payer à ses créanciers un dividende minimum, la réhabilitation facultative n'est possible, en vertu de l'art. 605 1°, qu'autant que ce dividende a été payé ».

la réhabilitation, si le concordat par abandon d'actif a été obtenu dans des conditions peu honorables pour le failli (1).

L'associé en nom collectif, qui est tombé en faillite en même temps que la société à laquelle il appartient, et qui obtient un concordat particulier, doit acquitter le passif social dans la mesure de ce concordat. Mais cette condition est suffisante (2).

Si le concordat est annulé, la réhabilitation tombe par voie de conséquence. Ce qui revient à dire — et cette expression est juridiquement plus satisfaisante dans l'hypothèse où le jugement de réhabilitation est déjà passé en force de chose jugée — que « la réouverture de la faillite fera encourir au débiteur les déchéances civiles ex causa nova ». Le failli encourt alors les incapacités et déchéances attachées à la faillite dont il est réputé n'avoir jamais cessé d'être frappé.

## 2<sup>e</sup> Cas

### Remise entière des dettes par tous les créanciers

Le failli peut encore obtenir sa réhabilitation s'il « justifie de la remise entière de ses dettes par ses créanciers » (3).

Cette justification se fait par les moyens que le tribunal apprécie ; les remises de dette ne sont, en effet, d'après le droit commun, soumises à aucune condition particulière de forme. Il suffit que la remise entière des dettes soit prouvée.

---

(1) Trib. Comm. Marseille 27 juillet 1904.

(2) Art. 605, alinéa 1 du Code de Commerce.

(3) Art. 605, alinéa 2 du Code de Commerce.

Mais, à notre avis, le tribunal pourrait demander la légalisation des signatures.

La remise entière des dettes doit être établie. Il est donc nécessaire que le montant de chaque créance soit déterminé avec précision ; en cas de clôture pour insuffisance d'actif survenue avant la vérification des créances, il faudra rouvrir la faillite pour reprendre la procédure de vérification. Nous avons d'ailleurs étudié la question à propos de la réhabilitation de droit.

Mais il n'est nullement nécessaire que les créanciers aient consenti à la réhabilitation : la justification de la remise entière des dettes est suffisante. Un arrêt de la Cour de Paris du 22 novembre 1907 le déclare très nettement :

« Considérant qu'aux termes de l'article 605 nouveau du « Code de Commerce, peut obtenir sa réhabilitation, en « cas de probité reconnue, le failli qui justifie de la remise « entière de ses dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation ; que la conjonction « « ou » qui sépare les deux derniers membres de la phrase « indique que la loi a envisagé deux hypothèses : soit la « remise des dettes, soit le consentement unanime à la « réhabilitation ; que la loi n'exige pas que les deux conditions se trouvent réunies... ».

L'interprétation de cette disposition ne devrait donner lieu à aucune hésitation, sa rédaction même indiquant qu'il s'agit d'une alternative exprimée par la conjonction « ou ». Il y a également en ce sens un jugement du Tribunal de Commerce de Marseille du 24 janvier 1911 (1).

Signalons, en sens contraire, une décision du Tribunal de

---

(1) J. Faill. 1911, 529.

Commerce de la Seine du 14 novembre 1904 (1) très critiquée par la doctrine.

Il n'est pas nécessaire que la remise ait été faite spécialement en vue de la réhabilitation. L'arrêt de la Cour de Paris précité décide, avec raison semble-t-il, que le pouvoir d'appréciation des juges en matière de réhabilitation facultative, ne saurait aller jusqu'à subordonner en fait l'obtention de la réhabilitation par le failli à la condition du consentement unanime des créanciers, cette exigence étant contraire à la volonté du législateur, telle qu'elle résulte du texte même de l'article 605 (2).

### 3<sup>e</sup> Cas

#### Consentement unanime des créanciers

Dans ce cas, le failli n'a aucune justification à produire concernant le paiement de ses dettes. Il doit simplement prouver le consentement unanime des créanciers à sa réhabilitation. Aucune règle de forme n'est imposée, et c'est au tribunal qu'il appartient d'apprécier si la preuve est faite.

Mais les créanciers conservent, cela va de soi, le droit de poursuivre le paiement de ce qui leur est dû, nonobstant leur consentement à la réhabilitation, à moins, bien entendu, que ce consentement ne soit accompagné d'une remise distincte de dette (3).

---

(1) J. Faill. 1905, 22.

(2) En sens contraire encore, Trib. Com. Seine, 14 novembre 1904 précité.

(3) THALLER et PERCELOU, III, N° 1587. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 989.

### Probité reconnue

Il ne suffit pas, pour obtenir la réhabilitation, que le failli se trouve dans un des trois cas qui viennent d'être examinés. Il faut, en outre, qu'il soit d'une « probité reconnue ». C'est au Tribunal de décider si cette condition est remplie et ses pouvoirs sur ce point sont illimités. Il tiendra compte, non seulement des faits postérieurs à la faillite, mais également des agissements du failli, soit avant le dépôt de son bilan, soit pendant le cours de la procédure (1).

Le tribunal peut tenir compte aussi bien de la vie privée du failli que de sa conduite à l'égard de ses créanciers (2).

Il a été ainsi jugé que, pour être admis à la réhabilitation facultative, le failli doit, non seulement justifier du paiement des dividendes promis, mais encore s'affirmer d'une probité qui consiste, suivant l'esprit de la nouvelle loi, à s'être montré loyal et honnête dans les circonstances de sa faillite, avoir fait depuis, en sus du paiement des dividendes, des efforts pour se libérer, suivant ses facultés, dans une mesure qu'il appartient au tribunal d'apprécier.

Et, dans cette faculté d'appréciation, le tribunal doit tenir compte de la fortune actuelle et personnelle du failli, du vœu des créanciers, comme aussi de l'impossibilité dans laquelle le débiteur se trouve d'offrir quelque chose de plus que le dividende à certains créanciers disparus sans héritiers ni ayants cause, ou tombés dans une faillite depuis longtemps fermée (3).

---

(1) St-Etienne 30 août 1904, J. Faill. 1905, p. 30. — Douai 28 novembre 1904, J. Faill. 1904, 70.

(2) THALLER et PERCEROU, III., N° 1588. — LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 989.

(3) Trib. Com. Marseille 29 mars 1905, J. Faill. 1905, 233.

Jugé également que les tribunaux, saisis de la demande de réhabilitation d'un failli concordataire, doivent, pour apprécier aux termes de la loi la « probité reconnue » du failli, prendre pour base de leur appréciation, non seulement les faits postérieurs à la faillite et énoncés aux rapports officiels joints au dossier de la demande, mais encore doivent retenir les agissements du failli soit avant le dépôt de son bilan, soit pendant les opérations de la faillite (1).

...Que la probité dont la réhabilitation est la récompense se reconnaît, au sens de l'article 605 du Code de Commerce (2), tout aussi bien aux causes qui ont amené la faillite qu'aux efforts constants et persévérants réalisés depuis par le failli. Cette probité doit être « reconnue », lorsqu'il est constaté que le failli a vu sa ruine consommée, non par sa faute, mais par les coupables agissements d'un tiers et qu'il a désintéressé ses créanciers sans tenir compte des restrictions apportées à ses engagements par le concordat qu'il avait obtenu (3).

...Qu'on ne peut considérer comme étant d'une « probité reconnue », le failli qui, au moment de son concordat, a dissimulé une partie de l'actif (4).

...Ou qui s'est abstenu, bien que les circonstances le lui eussent permis, de rien payer aux créanciers au-delà des dividendes concordataires, alors surtout que le concordat contenait la clause de retour à meilleure fortune (5).

---

(1) Douai 28 novembre 1904 précité.

(2) Loi du 30 décembre 1903.

(3) Trib. Com. Marseille, 8 août 1905, Gaz. Com. Lyon 7 avril 1906.

(4) Trib. Com. Marseille, 20 janvier 1908, J. Faill. 1908, p. 236.

(5) Trib. Com. Marseille, 19 nov. 1906, J. Faill. 1907, p. 236.

Lorsque les conditions ci-dessus étudiées sont remplies — un des trois cas légaux de probité reconnue — le tribunal peut prononcer la réhabilitation facultative, même dans le cas où dix ans se sont écoulés depuis la déclaration de faillite. Nous ne reviendrons pas sur cette question que nous avons déjà vue à propos de la réhabilitation judiciaire de droit. La solution doit être la même.

La banqueroute frauduleuse est évidemment exclusive de la réhabilitation judiciaire facultative. Il en est de même de la banqueroute simple, si elle résulte de faits impliquant des fautes graves ou des actes d'indélicatesse, comme l'excès des dépenses personnelles, l'affectation de fortes sommes à des opérations de pur hasard ou à des opérations fictives de bourse ou sur marchandises (1).

Cependant, elle n'est pas absolument un obstacle, tout au moins lorsque les faits sur lesquels repose la condamnation sont de simples faits d'imprudence ou de négligence, compatibles avec la constatation par le tribunal de la « probité reconnue » (2).

Les personnes condamnées pour vol, escroquerie ou abus de confiance, ne peuvent prétendre à la réhabilitation facultative avant d'avoir été réhabilitées pénalement, suivant les articles 619 et suivants du Code d'Instruction Criminelle et 10 de la loi du 5 août 1899.

Nous retrouvons ici la même question que nous avons vue précédemment à propos de la réhabilitation de droit : le banqueroutier simple peut-il demander et obtenir la réhabilitation facultative sans avoir obtenu sa réhabilitation pé-

---

(1) Art. 585, Code de Commerce.

(2) Par exemple, art. 586, Code de Commerce, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>.

nale ? Dans le silence de la loi, la question est controversée. La doctrine est, en général, pour l'affirmative, mais il semble, d'après les travaux préparatoires, que la solution contraire devrait être adoptée.

La réhabilitation facultative, comme la réhabilitation de droit, est possible après la mort du failli. Il y a là pour la première, de même que pour la seconde, un moyen d'encourager les héritiers du failli à donner la plus large satisfaction possible aux créanciers.

## CHAPITRE VI

---

### PROCÉDURE DE LA RÉHABILITATION

---

Avant la loi du 30 décembre 1903, c'était la Cour d'Appel qui statuait sur les demandes de réhabilitation. Les conditions et la procédure étaient très rigoureuses, compliquées et coûteuses. Elle exigeait au domicile du failli une publicité très large dont il pouvait avoir à souffrir dans son amour-propre et ses intérêts : affichage de la demande pendant deux mois, tant dans les salles d'audience du Tribunal Civil et du Tribunal de Commerce, qu'à la Bourse ou à la Mairie ; insertion par extrait dans les papiers publics ; en cas d'admission par la Cour, prononciation de l'arrêt en séance publique, lecture également publique à l'audience du Tribunal Civil et du Tribunal de Commerce et transcription sur leurs registres.

Les lois de 1903, 1906 et 1908 ont donné compétence au Tribunal de Commerce qui a prononcé la faillite pour statuer sur la réhabilitation, simplifié la procédure et réduit considérablement la publicité faite autour de la demande et de l'instance en réhabilitation.

## I. — Demande

Aux termes de l'article 606 (1) « toute demande en réhabilitation sera adressée au Procureur de la République de l'arrondissement dans lequel la faillite a été prononcée, avec les quittances et les pièces qui la justifient ».

Par exception au principe posé dans les articles 23 et 47 de la loi du 22 frimaire an VII, d'après lesquels l'usage en justice d'un acte sous seings privés oblige à le faire préalablement enregistrer, ces quittances et pièces justificatives ne sont pas obligatoirement soumises à l'enregistrement. Avant la loi de 1903, la procédure devant la Cour d'appel ne nécessitait d'ailleurs pas l'enregistrement ; il y a donc eu, dans cette loi, un oubli qui a été rectifié par le paragraphe 3 de l'article 606.

Il est intéressant de signaler une distinction faite par le Ministre des Finances au moment du vote de la loi :

« En ce qui concerne les quittances et les autres pièces qui doivent être produites à l'appui de la demande, il y a lieu, dit M. le Ministre des Finances, d'établir une distinction : si ces quittances ou pièces ont fait l'objet d'actes publics, elles sont devenues passibles du timbre et de l'enregistrement par le fait même de leur rédaction ; on ne peut évidemment songer à les exempter par avance de ces deux impôts, contrairement à toutes les règles, sur la simple déclaration du failli qu'elles sont destinées à une réhabilitation encore éventuelle et incertaine. Si les pièces à produire sont des écrits sous signature privée, elles ont

---

(1) Loi du 31 mars 1906.

« dû être timbrées lors de leur rédaction : les quittances au timbre spécial de 10 centimes, les autres au timbre proportionnel ou de dimension. Au moment de leur production en vue de la réhabilitation, c'est donc la question seule d'enregistrement qui peut se poser... »

La demande peut, en conséquence, être rédigée sur papier libre. Elle doit indiquer les nom, prénom, lieu et date de naissance du pétitionnaire, son domicile actuel, la date du jugement déclaratif de faillite, les résultats de la faillite, éventuellement l'existence de la réhabilitation pénale. Elle doit être signée par le failli, et cette signature légalisée (1).

L'article 606 (2) prescrivait au Procureur de la République auquel la demande en réhabilitation était adressée, de communiquer au Président du Tribunal de Commerce qui a prononcé la faillite, et au Procureur de la République du domicile du demandeur, des expéditions, certifiées par lui, des pièces produites à l'appui de la demande. Cette mesure soulevait dans la pratique de très grandes difficultés. Elle entraînait une procédure longue et onéreuse et retardait considérablement la réhabilitation. Depuis la nouvelle rédaction de 1906, le Procureur, recevant les pièces, les envoie en communication au Président du Tribunal de Commerce sans aucune formalité d'expédition et de récépissé. Le failli gagne du temps et économise des frais importants (3).

La publicité de la demande en réhabilitation, exigée par l'article 607 ancien et maintenue par les lois des 31 décembre 1903 et 31 mars 1906 — affichage pendant un mois dans

---

(1) THALLER et PERCEROU, III, N° 1592.

(2) Texte de 1903.

(3) Exposé des Motifs, Journ. Off. du 24 novembre 1905.

la salle d'audience du tribunal — a été supprimée par la loi du 23 mars 1908. Désormais, cette demande est portée à la connaissance des créanciers « vérifiés à la faillite ou reconnus par décision judiciaire postérieure, qui n'auront pas « été intégralement payés dans les conditions de l'article 604 », au moyen de lettres recommandées qui leur sont adressées par le Greffier du Tribunal de Commerce (1).

## II. — Droit d'opposition des créanciers

Pendant un délai d'un mois à partir de l'avis prévu à l'article 607 du Code de Commerce, tout créancier non intégralement payé peut faire opposition à la réhabilitation. Peu importe, à cet égard, qu'il ait été vérifié et affirmé. Un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine du 14 novembre 1904 (2) est formel. Le décret-loi de 1935 a supprimé depuis l'affirmation des créances, mais le principe posé par ce jugement est toujours exact.

L'opposition du créancier se fait par simple acte au greffe, appuyé de pièces justificatives (3). Par conséquent, une simple lettre missive adressée au Président du Tribunal de Commerce ne vaudrait pas comme opposition (4).

Sous le nom de créanciers non intégralement désintéressés, qui n'est pas malheureusement très précis, il faut comprendre, quand il s'agit d'une demande en réhabilitation de droit, les créanciers qui n'ont pas tout reçu de ce qui leur est dû en principal, intérêts (pour cinq ans) et frais ;

---

(1) Art. 607 nouveau.

(2) J. Faill. 1905, p. 22.

(3) Art. 608.

(4) Trib. Com. St-Etienne, 30 août 1904, J. faill. 1905, p. 32.

quand il s'agit d'une demande en réhabilitation facultative, soit tous les créanciers non intégralement payés, si la demande en réhabilitation est fondée sur la remise faite par tous les créanciers ou sur le consentement de tous à la réhabilitation, soit les créanciers qui n'ont pas reçu les dividendes concordataires, si la demande en réhabilitation est fondée sur l'exécution du concordat. Il est évident qu'en ce qui concerne la détermination des créanciers ayant le droit de former opposition, le texte de l'article 608 est assez peu clair.

La jurisprudence admet cependant la distinction que nous venons de faire. Un arrêt de Bordeaux du 15 janvier 1906 (1) le déclare formellement :

« Attendu que, aux termes de l'article 608 du Code de Commerce, modifié par la loi du 30 décembre 1903, tout créancier qui n'aura pas été intégralement payé dans les conditions de l'article 605 du même Code, peut former opposition à la réhabilitation du failli ;

« Attendu que l'article 605, modifié par la loi précitée, concède le bénéfice de la réhabilitation facultative au failli qui, en cas de probité reconnue, et après cinq ans à partir du jugement de sa déclaration de faillite aura, au moment de sa demande, intégralement payé les dividendes promis par son concordat ;

« Attendu que, du rapprochement de ces deux articles dont le texte est clair et précis, il ressort que les créanciers du failli qui sollicite sa réhabilitation ne peuvent s'opposer à cette demande et intervenir dans la procédure dont elle

---

(1) D. 1907, 2, 217.

« est suivie que dans le cas où les dividendes à eux promis  
« ne leur ont pas été intégralement payés ; qu'aucun doute  
« ne paraît pouvoir s'élever sur le sens qu'il convient de  
« donner à l'article 608 dans sa référence aux dispositions  
« de l'article 605... »

Le paiement intégral des sommes dues originairement n'est pas, en effet, d'après la loi, une condition de la réhabilitation facultative ; c'est seulement une condition de la réhabilitation de droit prévue par l'article 604.

L'opposition, en faisant connaître le créancier opposant, donne la faculté au Tribunal, s'il l'estime utile, d'appeler le créancier en la Chambre du Conseil, afin de l'entendre contradictoirement avec le demandeur en réhabilitation. Elle diffère en cela de l'intervention qui lie contradictoirement le débat et oblige le tribunal à statuer nécessairement sur les conclusions de l'intervenant. Le créancier opposant peut, en effet, intervenir dans la procédure par une requête présentée au tribunal et notifiée au débiteur (1).

### III. — Saisie du Tribunal et Compétence

A l'expiration du délai d'un mois à partir de l'avis donné aux créanciers, les résultats de l'enquête et les oppositions qui ont pu être formées sont communiquées au Procureur de la République, saisi de la demande, qui les transmet, avec avis motivé, au Président du Tribunal de Commerce (2).

Le Tribunal de Commerce compétent est celui qui a pro-

---

(1) Art. 608 nouveau. Sous l'empire du Code de Commerce, l'opposant ne pouvait être partie dans la procédure de réhabilitation.

(2) Art. 609 du Code de Commerce.

noncé la faillite, et non celui du domicile actuel du failli. Le Tribunal de Commerce qui a prononcé la faillite est évidemment celui qui en connaît le mieux les circonstances ; il a, en outre, sous la main toutes les pièces nécessaires.

Le Tribunal appelle, s'il y a lieu, le demandeur et les opposants, et les entend contradictoirement en Chambre du Conseil (1).

Une question qui peut se poser est celle de savoir si l'avis motivé du Procureur de la République doit être communiqué au failli ou à son défenseur. La loi est muette sur ce point. Il a cependant été jugé que l'avis du Procureur et que l'enquête à laquelle il fait procéder sont confidentiels et n'ont pas à être communiqués au débiteur (2). Dans une affaire qui est venue, en 1942, devant le Tribunal de Saint-Brieuc, le Président a également refusé de communiquer au défenseur l'avis du Procureur. Il s'agissait d'une demande de réhabilitation de droit. L'affaire est actuellement en appel devant la Cour de Rennes et n'a pas encore été tranchée.

A notre avis, cependant, et malgré le silence de la loi, il est conforme aux principes du droit français d'admettre le droit du failli d'avoir connaissance de l'avis motivé du Procureur. Une décision aussi grave que le rejet de la demande de réhabilitation, et qui a des conséquences aussi importantes pour le failli, ne peut être prise sans que le failli connaisse les motifs de ce refus. Or, en pratique, l'avis du Procureur de la République a une grande importance pour

---

(1) Art. 610, alinéa 1<sup>er</sup> du Code de Commerce.

(2) Req. 17 novembre 1857. — D. P. 58, 1, 241.

les membres du Tribunal de Commerce. Le failli, pour pouvoir, le cas échéant, se défendre, doit donc avoir communication de cet avis. En matière pénale, le défenseur a connaissance du dossier complet et peut préparer la défense en conséquence. Pourquoi n'en serait-il pas de même ici ? Si la loi est muette sur ce point, c'est que le législateur a semblé trouver inutile de préciser ce qui, pour lui, était tout naturel.

Un autre point sur lequel il n'existe pas encore de décision de jurisprudence est celui-ci : les créanciers opposants peuvent-ils être assistés d'un conseil ? A notre avis, on doit répondre ici par la négative. L'article 610 est ainsi rédigé : « Le Tribunal appellera, s'il y a lieu, le demandeur et les opposants, et les entendra contradictoirement en Chambre du Conseil. Le demandeur pourra se faire assister d'un conseil ». Cette faculté, laissée au demandeur, ne doit pas être étendue aux créanciers opposants. Si le législateur a jugé bon d'apporter cette précision, elle doit s'interpréter dans un sens très restreint. Le créancier opposant n'a à fournir que les explications qui lui sont demandées par le tribunal, et il ne comparaît pas obligatoirement.

Il en est autrement lorsque le créancier opposant intervient dans la procédure par requête présentée au Tribunal et notifiée au débiteur, afin d'éclairer les juges sur les causes de la faillite, sur les agissements dont il a été victime, et de faire connaître que son débiteur n'a pas fait tous les efforts qu'il fallait pour se libérer, à exposer, en un mot, qu'il n'est pas digne de la faveur qu'il sollicite. Le Tribunal doit alors statuer obligatoirement sur ses conclusions. Mais dans ce cas, il semble que le créancier opposant doit pouvoir

se faire assister. Les décisions manquent cependant. De l'avis de la doctrine, les créanciers intervenants, qui doivent toujours être convoqués en Chambre du Conseil, peuvent se faire assister d'un conseil (1).

### Prononcé du Jugement

Une fois l'affaire instruite en Chambre du Conseil, et après avoir entendu, s'il y a lieu, les explications du demandeur, des créanciers opposants et des créanciers intervenants, le jugement est rendu en audience publique (2).

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, les pouvoirs du Tribunal de Commerce varient, suivant qu'il s'agit d'une demande en réhabilitation de droit ou d'une demande en réhabilitation facultative. Dans le premier cas, il se borne à constater la sincérité des justifications produites, et, si elles sont conformes à la loi, il prononce la réhabilitation. Dans le second cas, le tribunal a un très large pouvoir d'appréciation des circonstances de la cause.

La demande peut être admise ou rejetée. Si elle est rejetée, elle ne peut être reproduite qu'après une année d'intervalle (3). Ce délai part naturellement du jour de la décision de rejet, et non de la date de la demande. Cette disposition a été prise pour éviter les demandes en réhabilitation trop fréquentes.

### Avis du Jugement et Appel

Le demandeur en réhabilitation, le Procureur de la Répu-

---

(1) BRÉGEAULT, ROY : *Réhabilitation des faillis et des liquidés judiciaires*.

(2) Art. 610, 4<sup>e</sup> alinéa, Code de Commerce.

(3) Art. 611.

blique et les créanciers opposants qui ont été parties dans l'instance seront avisés du jugement par lettre recommandée ; semblable avis sera adressé aux créanciers opposants qui n'ont pas été parties dans l'instance (1).

Le jugement qui admet ou rejette la demande en réhabilitation est susceptible d'appel. L'appel peut être interjeté, soit par le demandeur, soit par le Procureur de la République, soit par les créanciers opposants. Mais ces derniers ne peuvent former appel que s'ils sont intervenus devant le Tribunal de Commerce. Le droit d'appel ne peut appartenir à des personnes qui n'ont point été parties en première instance. C'est donc à tort que, dans le rapport fait au Sénat par M. Bérenger sur la loi du 30 décembre 1903, il est parlé d'un appel formé par des créanciers opposants qui ne sont pas intervenus en première instance.

Dans le mois de l'avis qui leur aura été donné par lettre recommandée du greffier, le demandeur, le Procureur de la République et les créanciers opposants qui ont été parties dans l'instance pourront faire appel du jugement rendu par le Tribunal de Commerce sur la demande en réhabilitation.

Quant aux créanciers opposants qui n'ont pas été parties dans l'instance, ils pourront exercer leur droit d'opposition devant la Cour d'appel (2).

La Cour d'appel statue après examen et suivant les formes prescrites pour la demande portée devant le Tribunal de Commerce (3). Cela implique qu'elle entend le demandeur

---

(1) Art. 610, alinéa 5, Code de Commerce.

(2) Art. 610, alinéa 6, Code de Commerce. — THALLER et PERCEROU, III. N° 1597.

(3) Art. 610.

et, s'il y a lieu, les créanciers opposants en la Chambre du Conseil et que l'arrêt est rendu en audience publique.

Un pourvoi en cassation peut être formé contre l'arrêt de la Cour, alors du moins qu'il est fondé uniquement sur des questions de droit. La question était discutée autrefois, au moment où les Cours d'appel avaient un pouvoir discrétionnaire, pour apprécier si, oui ou non, le failli avait mérité sa réhabilitation. La Cour de Cassation s'était prononcée cependant dans le sens de la recevabilité générale du pourvoi en statuant au fond dans deux espèces (1). Il est certain que le pourvoi est recevable si l'arrêt attaqué, pour refuser la réhabilitation, s'est uniquement fondé sur des motifs de droit. La solution n'est pas douteuse, depuis que la loi du 30 décembre 1903 a distingué les cas de réhabilitation de droit et les cas de réhabilitation facultative (2).

### Admission de la demande

Aux termes de l'article 611, alinéas 2 et 3 du Code de Commerce, si la demande est admise, le jugement ou l'arrêt sera transcrit sur le registre du Tribunal de Commerce du lieu de la faillite et de celui du domicile du demandeur. Une expédition du jugement et, en outre, adressée au Procureur de la République qui aura reçu la demande et, par les soins de ce dernier, transmise au Procureur de la République du lieu de naissance du demandeur qui en fera mention en regard de la déclaration de faillite sur le casier judiciaire.

---

(1) Req. 9 août 1853 D. F. 54, 1, 73. — C. IV, 17 novembre 1857, D. F. 58, 1, 241.

(2) Req. 19 avril 1904, D. 1904, 1, 609.

Le greffier du Tribunal de Commerce est, en outre, tenu de requérir l'inscription du jugement ou de l'arrêt de réhabilitation sur le registre de commerce du domicile du commerçant réhabilité (1).

---

(1) L. 18 mars 1919, art. 5 7° et art. 7, 6°.

## CHAPITRE VII

---

### LA RÉHABILITATION LÉGALE

---

L'article 605, 4<sup>e</sup> alinéa, contient une innovation importante apportée par la loi de 1908 : c'est la réhabilitation automatique, par le bénéfice du temps écoulé, dont profitent indistinctement tous les liquidés judiciaires et tous les faillis simples, concordataires ou non, après dix ans écoulés depuis la déclaration de faillite, sans avoir à remplir aucune des formalités prévues par les articles 604 et 611 du Code de Commerce.

Cette disposition, dont l'insertion dans l'article 605, relatif à la réhabilitation facultative, peut paraître étrange, alors que la réhabilitation de droit est prévue par l'article 604, a donné lieu au Sénat à des critiques intéressantes, formulées par MM. Fortier et Béranger. Tous deux s'attachèrent à montrer l'injustice qu'il y a à placer sur le même pied, quant à la réhabilitation, le failli qui, au prix des efforts les plus méritoires, a intégralement acquitté ses dettes, et celui qui n'a rien tenté pour rembourser ses créanciers. « Ils seraient bien naïfs, dit notamment M. Fortier, ceux-là qui s'humilieraient en allant demander à leurs créanciers de

« leur faire l'abandon de partie de leurs créances et de sous-  
« crire à leur réhabilitation ; ils seraient bien naïfs aussi  
« ceux-là qui paieraient les dividendes qu'ils ont promis et  
« surtout ceux-là qui auraient fait un effort considérable,  
« qui se seraient imposé des privations pour se libérer inté-  
« gralement, alors qu'à côté d'eux, serait également réha-  
« bilité le failli qui a mené une existence large sans se pré-  
« occuper des pertes que sa mauvaise gestion pourrait en-  
« traîner pour les commerçants qui lui ont fait crédit ou lui  
« ont confié des capitaux... Il est inutile alors de faire de  
« grands efforts ; la considération ne dépend plus d'une  
« longue carrière commerciale, probe et honnête, considé-  
« rée aussi comme le succès dans les affaires. Celui qui ne  
« réussira pas cessera, pendant trois ans, d'être électeur et  
« sera pendant dix ans sans pouvoir prétendre à une fonc-  
« tion quelconque. Ce sera son seul châtiment (1). »

A ces objections, MM. Aristide Briand, Garde des Sceaux, Legrand, Gourju et Girard, sénateurs, opposèrent l'argument suivant, qui peut, dès lors, être considéré comme le motif déterminant de la disposition dont il s'agit : les condamnés de droit commun, les voleurs, les escrocs, sont aux termes de l'article 10 de la loi du 5 août 1889 modifié par la loi du 11 juillet 1900, réhabilités de plein droit après dix, quinze ou vingt années, suivant la gravité de la peine encourue ; comment admettre que le même avantage soit plus longtemps refusé à des commerçants qui n'ont commis ni crime ni délit, et dont la seule faute fut le plus souvent de n'avoir pas été servis dans l'exercice de leur profession par des circonstances favorables ?

---

(1) Sénat 12 mars 1908, J. Off. du 13 mars 1908.

Malgré une nouvelle intervention de M. Bérenger, au cours de laquelle il insista sur la dissemblance des deux situations, sur le danger d'étendre à l'une d'elles des prescriptions légales qui ont été édictées spécialement pour l'autre, le nouvel article 605 fut adopté par le Sénat.

Les banqueroutiers simples ou frauduleux sont exclus du bénéfice de la réhabilitation légale, même s'ils ont obtenu leur réhabilitation pénale. En sont exclus également, tant qu'ils n'ont pas été réhabilités de leurs condamnations de droit commun, les faillis condamnés pour vol, escroquerie ou abus de confiance (1). Mais la réhabilitation de droit peut s'appliquer à ceux dont la faillite virtuelle a été admise par une juridiction civile ou pénale (2).

La réhabilitation de droit n'a d'effet que sur les déchéances et incapacités civiques ou professionnelles. A tous autres points de vue, la situation demeure la même que si le commerçant n'avait pas été réhabilité. Les créanciers gardent leurs droits contre lui, et si le mandat des syndics ou des liquidateurs n'est pas achevé, ils restent en fonctions (3).

En dehors de la réhabilitation légale, la loi de 1908 attache encore à l'expiration d'un certain délai deux autres effets partiels :

1°) Les faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse sont de droit, trois ans après la déclaration de faillite, réinscrits sur la liste électorale. (La loi de 1903 avait déjà admis que dix ans après le jugement déclaratif

---

(1) Rapport de M. Lauraine à la Chambre, J. O. 24 mars 1908.

(2) LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 993.

(3) Art. 605.

le failli non banqueroutier recouvrerait ses droits d'électeur ; la loi de 1908 a réduit ce délai à trois ans).

2°) Les déclarations de faillite cessent, deux ans après le jugement déclaratif de faillite, d'être inscrites au bulletin n° 3 du casier judiciaire (1).

Depuis la guerre, des lois successives d'amnistie ont encore réduit pratiquement le délai de dix ans en réhabilitation de droit des commerçants qui, antérieurement à une certaine date, ont été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

La première de ces lois, du 29 avril 1921, n'avait prévu que le cas des commerçants mis en faillite avant une certaine date. Les lois suivantes, du 3 janvier 1925, du 26 décembre 1931 et du 12 juillet 1937, ont étendu cette réhabilitation légale aux commerçants qui, pour des faits antérieurs à la date fixée par la loi, ont été déclarés par le Tribunal de Commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Ces commerçants sont donc réhabilités de droit, même lorsque le jugement déclaratif est postérieur.

La réhabilitation légale, et, à plus forte raison, celle qui résulte des lois d'amnistie, sont très critiquées, et à juste titre, par la doctrine. Il est évident qu'elles ont le grave inconvénient de nuire aux créanciers en faisant disparaître l'intérêt qu'avait le débiteur à payer intégralement ses dettes. Nous sommes loin du temps où l'on ne parlait pas de la réhabilitation dans les lois pour ne pas affaiblir celles qui fixaient les incapacités du failli.

---

(1) L. du 23 mars 1908, art. 3.

## CHAPITRE VIII

---

### EFFETS DE LA RÉHABILITATION

---

La réhabilitation, quelle qu'en soit l'espèce, fait cesser les incapacités et déchéances attachées à l'état de faillite ; elle rétablit le failli dans tous les droits civils et politiques dont il avait été privé par le jugement déclaratif.

La réhabilitation judiciaire de droit et la réhabilitation facultative constituent, en outre, une satisfaction morale pour le débiteur et le relèvent dans l'opinion publique. Il en est surtout ainsi de la réhabilitation de droit qui, comme nous l'avons vu, suppose le paiement intégral du passif.

Il y a même un cas où la réhabilitation n'a que des effets moraux : c'est celui où elle est obtenue après la mort du failli. Elle fait alors disparaître la sorte de flétrissure qui s'attache à la mémoire du débiteur, en même temps qu'elle constate que les héritiers ont rempli rigoureusement leur devoir envers leur auteur. Ainsi la réhabilitation est-elle possible même quand le jugement déclaratif n'a jamais entraîné aucune incapacité : ce qui se produit lorsque la déclaration de faillite a lieu après la mort du commerçant.

Mais la réhabilitation n'a, par elle-même, aucun effet

sur la situation patrimoniale du débiteur. Elle ne porte, en conséquence, aucune atteinte aux fonctions des syndics, lorsqu'elle intervient — ce qui peut se produire notamment si une loi d'amnistie est promulguée peu de temps après la faillite — à un moment où le mandat des syndics n'est pas encore terminé. Les opérations de la faillite continueront alors jusqu'à ce que celle-ci soit close par une des solutions admises par la loi (1).

La réhabilitation ne porte pas davantage atteinte aux droits des créanciers, lorsque ceux-ci n'ont pas été intégralement payés. C'est ce que décide l'article 605 du Code de Commerce, en disposant que la réhabilitation « ne peut porter atteinte aux fonctions des syndics et des liquidateurs si leur mandat n'est pas terminé, ni aux droits des créanciers au cas où leurs débiteurs ne seraient pas intégralement payés ». C'est également ce qu'ont décidé toutes les lois d'amnistie, dont une disposition a toujours réservé expressément les droits des créanciers.

Mais la situation patrimoniale du débiteur varie suivant qu'il a obtenu la réhabilitation de droit ou la réhabilitation facultative : lorsque le débiteur a obtenu la réhabilitation judiciaire de droit, il est libéré totalement envers ses créanciers, puisque cette réhabilitation suppose le paiement intégral du passif. Tout au plus, cette réhabilitation peut-elle laisser à la charge du failli, comme obligation naturelle, la dette d'intérêts au-delà de cinq années. Il semble donc que le tribunal qui prononce la réhabilitation judiciaire de droit puisse, en même temps, ordonner la radiation de l'inscription de l'hypothèque de la masse, celle-ci n'ayant plus de

---

(1) LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 995.

raison d'être par suite de l'extinction de la totalité du passif (1).

Une difficulté est de nature à se présenter : il est possible que par suite d'une erreur, la réhabilitation de droit ait été obtenue par un failli concordataire qui n'avait pas encore acquitté toutes ses dettes. Ne doit-il pas être considéré comme obligé en vertu du jugement ou de l'arrêt de réhabilitation de payer la portion de ses dettes dont le concordat l'avait libéré ? L'affirmative semble devoir être admise (2). Il y aurait contradiction de la part du failli à vouloir jouir du bénéfice de la réhabilitation et à opposer les remises concordataires à ses créanciers. En demandant à être réhabilité, le failli renonce pour ainsi dire implicitement au droit de se prévaloir du concordat. L'obligation naturelle du failli concordataire de payer l'excédent de ses dettes sur le montant de la remise qui lui a été faite, est ainsi transformée en obligation civile.

Lorsqu'au contraire, le failli a obtenu la réhabilitation facultative, il demeure, s'il est bénéficiaire d'un concordat, tenu pour le solde d'une obligation naturelle ; si, dans le cas où la faillite s'est terminée par l'union, il a fondé sa demande sur le consentement de tous ses créanciers, il reste tenu vis-à-vis d'eux, pour le solde, d'une obligation civile, à moins, bien entendu, que ses créanciers n'aient pas renoncé à leurs créances.

On a soutenu que la réhabilitation serait nécessaire pour mettre fin aux restrictions auxquelles l'article 563 du Code de Commerce soumet l'hypothèque légale de la femme du

---

(1) Trib. Com. St-Etienne 17 octobre 1905, J. Faill. 1906.

(2) Cass. 20 mai 1846, D. 46, 1, 185. — THALLER et PERCEROU, III, 1901.  
— LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 996.

failli. Cette opinion est généralement repoussée : les restrictions à l'hypothèque de la femme mariée ne peuvent plus être invoquées à partir du jour où les créanciers ont reçu les dividendes qui, en cas de concordat, leur ont été promis, et du jour où, dans le cas d'union ou de concordat par abandon d'actif, la liquidation est terminée (1).

Les effets de la réhabilitation se produisent à partir de la décision qui l'a accordée, et non pas seulement à partir du moment où elle a fait l'objet des transcriptions et mentions prescrites par l'article 611.

Même si le jugement qui a accueilli la demande est frappé d'appel, c'est à dater de ce jugement cependant que les effets dont nous nous occupons se produisent.

Signalons enfin que la réhabilitation n'est pas le seul événement qui puisse mettre fin aux incapacités et déchéances attachées à l'état de faillite. La jurisprudence a admis le cas suivant : un failli fait opposition au jugement qui a prononcé la faillite, ou même fait appel de ce jugement, et solde intégralement son passif avant l'arrêt de la Cour. On admet (Cassation 23 novembre 1881, D. 82.1.265) que la décision à rendre sur l'opposition ou l'appel doit réformer le jugement et, par conséquent, rapporter la déclaration de faillite. Cette opinion, très controversée en doctrine, peut être aujourd'hui considérée comme tellement fixée par la jurisprudence dans le sens que nous venons d'indiquer, que nous n'entrerons pas plus avant dans les discussions auxquelles elle donne lieu, discussions qui ne présentent qu'un intérêt théorique.

---

(1) LYON-CAEN et RENAULT, VIII, N° 917 et 995. — THALLER et PERCEROU, II, p. 391 et III, p. 94.

## CHAPITRE IX

---

### CONCLUSION

---

La réhabilitation des faillis a, actuellement, pour base une conception complètement opposée à celle de l'ancienne législation. Autrefois, une seule idée prédominait : l'extinction complète, sans réserve, du passif ; les créanciers doivent être rétablis dans le même état que s'il n'y avait pas eu de faillite. La restitution de l'honneur, qui se confond avec celle des droits, est à ce prix. C'est, avant tout, une question de probité et de moralité.

Au moment de la discussion de la loi de 1838, un sénateur déclarait : « On rapetisse la question aux proportions d'une « question d'argent, elle est d'ordre moral et d'ordre public ». Et M. Barthe, Garde des Sceaux, proclamait ainsi à la même époque, la raison d'être et la réhabilitation commerciale : « Celui qui n'a pas payé ce qu'il doit, comme associé « ou autrement, doit consacrer, s'il le faut, sa vie toute entière à l'acquittement de sa dette. Il faut qu'il sache, et « que ses enfants sachent, que ce n'est qu'à la condition de « tout payer que, lui vivant, il pourra être réhabilité ; que, « lui mort, il pourra être réhabilité ».

Cinquante ans plus tard, M. Laroze, rapporteur de la loi du 4 mars 1889, s'exprimait ainsi devant la Chambre des Députés, le 20 octobre 1888 : « Il ne faut pas ruser avec « l'honnêteté ; la loi déclare que pour être réhabilité, il faut « avoir payé tout ce que l'on doit en capital, intérêts et frais. « J'ajoute qu'il n'y a que le paiement intégral qui soit hon- « nête... » et l'on pouvait lire dans son rapport : « Il ne doit « pas y avoir, d'après la loi, deux ou plusieurs moyens « d'être rétabli dans ce rang honorable, il ne peut en exis- « ter qu'un : le paiement intégral... S'il devait en être autre- « ment, que deviendrait ce sentiment, si vif en France, « qu'on appelle l'honneur commercial ? » (1).

La pensée inspiratrice de la législation actuelle est tout autre : indulgence à tout prix et pardon quand même, résultante de la tendance moderne à s'apitoyer sur les vaincus de la vie et à s'attendrir sur les défaillances de l'humanité. La loi de 1903 était, dans l'esprit de son principal auteur, qui ne le dissimulait nullement, la suite logique de ses efforts en faveur du relèvement des criminels et du patronage des libérés, une sorte d'épilogue à la loi de sursis et à la réhabilitation de droit. L'ancienne réhabilitation commerciale lui apparaissait sous les couleurs les plus odieuses ; c'était la règle de fer qu'il fallait briser pour faire circuler largement, dans cette partie reculée de notre droit, les effluves nouvelles d'une clémence infatigable. Seulement, à tant se préoccuper du failli, on oubliait ceux à qui la faillite apporte peut-être la ruine et le désespoir, et, pour porter secours au débiteur, on sacrifie sans scrupule le créancier.

---

(1) BRÉGEAULT : *La réhabilitation des faillis*.

qui peut pourtant mériter aussi quelque intérêt et quelque pitié (1).

Dès sa publication, la loi de 1903 a soulevé de nombreuses critiques. On lui reprochait surtout de donner au failli une trop grande faculté d'oubli de ses engagements, de mettre sur la même ligne le commerçant scrupuleux qui a tout sacrifié à l'acquittement intégral de ses dettes et celui qui s'est contenté de les solder en monnaie de concordat, de contribuer enfin, « en mettant l'honneur commercial à la « portée de toutes les consciences », à abaisser sensiblement le niveau de la moralité du commerce français, si élevé jusque là.

Les lois successives d'amnistie ont encore réduit ce niveau, et, actuellement, bien rares sont les faillis qui, revenus à meilleure fortune, songent à désintéresser leurs créanciers.

La première proposition de loi d'amnistie avait été déposée en 1903. A ce moment, M. Lauraine avait judicieusement fait observer que cette amnistie ne manquerait pas de devenir fatalement périodique, et aboutirait à rayer du Code tout le titre des faillites, ou à proclamer que la faillite n'a pas de sanctions.

Nous ne voulons rien ajouter à cette énergique critique, aussi fondée que prophétique ; c'est par un flagrant abus de mots et une extraordinaire confusion d'idées que l'on a pu songer à étendre l'amnistie (dont le but et l'effet sont essentiellement d'effacer des actes délictueux) à une situation d'ordre purement commercial aussi délicate et complexe que l'état de faillite, et il serait peut-être bon, avant d'amnistier les faillis, de consulter leurs créanciers.

---

(1) BRÉGEAULT : *La réhabilitation des faillis*.

Il nous paraît intéressant, pour terminer cette étude, d'examiner rapidement les principales conceptions étrangères de la réhabilitation commerciale. Nous verrons successivement les législations du groupe latin, dérivant de notre Code napoléonien, les législations germaniques et anglo-saxonnes.

I. — Il est curieux de constater que plusieurs pays, qui avaient adopté notre Code de Commerce, sont restés plus fidèles à sa tradition que nous-mêmes.

La loi belge de 1851 sur la faillite (art. 586) reproduit les dispositions de notre Code sur la réhabilitation, antérieures aux lois de 1903 et de 1908, et la subordonne, par suite, au paiement intégral des dettes du failli en principal, intérêts et frais. Longtemps d'ailleurs, il y a eu controverse sur le point de savoir si cette réhabilitation est de droit ou facultative. La loi déclare en effet : « Le failli qui aura acquitté ses « dettes en principal, intérêts et frais, pourra être réhabilité ». Les adversaires de la réhabilitation de droit prétendaient que le tribunal pouvait refuser la réhabilitation si l'enquête effectuée par le procureur était défavorable, et si, par conséquent, le demandeur n'était pas digne d'être réhabilité. La question, discutée encore en doctrine, est résolue aujourd'hui en jurisprudence plutôt dans le sens de la réhabilitation de droit.

Le Code de Commerce égyptien, dans ses articles 426 à 427, a également adopté notre ancienne législation. Il a conservé cette règle rigoureuse du paiement intégral des dettes, dont le maintien lui a paru utile à la sauvegarde de l'honnêteté dans les relations commerciales, et malgré l'abandon qu'en avait fait le Code français. La réhabilitation

a un effet purement moral en Egypte : les incapacités qui survivent à la faillite ne sont pas très rigoureuses et disparaissent assez vite, en vertu des causes qui leur sont particulières. Le failli, par exemple, recouvre ses droits électoraux au bout de cinq ans. En pratique, lorsque le failli demande sa réhabilitation après le paiement intégral de ses dettes, les incapacités ont cessé et la satisfaction du demandeur est purement morale. L'avis de la doctrine égyptienne est que le législateur, resté fidèle à la tradition du Code de Commerce français de 1807, a eu raison de conserver une haute idée de l'honneur commercial et a donné satisfaction d'une façon heureuse à la justice et aux intérêts pratiques. La seule critique, parfois formulée, concerne le paiement des intérêts : la prescription de cinq ans n'est pas applicable ici, ce qui rend parfois très lourde la tâche du débiteur, et plusieurs réclament la limitation des intérêts au délai de cinq ans comme en droit commun.

D'après le Code de Commerce italien (articles 816 à 839), il faut, en principe, que le failli ait payé intégralement ses dettes pour être réhabilité. Mais quand, de l'examen des circonstances de la faillite et des conditions du concordat, il semble ressortir que le failli est digne d'égards particuliers, le jugement d'homologation du concordat peut ordonner que le failli sera relevé de ses incapacités après simple paiement des dividendes concordataires. Cette disposition présente, à un degré moindre, quelques-uns des inconvénients de la législation française.

II. — A la différence de notre droit, les pays appartenant au groupe germanique et au groupe nordique considèrent les incapacités et les déchéances qu'ils édictent comme un

accessoire de la procédure de réalisation des biens du failli, disparaissant avec la clôture de la procédure. En Allemagne, Autriche, Yougoslavie, Hollande, Suisse et dans les pays Scandinaves, comme en droit anglo-saxon, la procédure de la faillite et ses incapacités sont applicables à tous les débiteurs sans distinction. Un groupe intermédiaire : Espagne et pays sud-américains, admet deux procédures parallèles suivant qu'il s'agit de commerçants ou de débiteurs civils.

III. — En Angleterre, comme aux Etats-Unis, la faillite n'est pas déshonorante pour un commerçant. On la considère comme un événement normal, comme un accident dont on peut facilement se relever. Cette conception ne va pas sans surprendre un peu et sans choquer notre sens de la justice. Le débiteur de bonne foi qui n'a pas cherché à frauder ses créanciers et se soumet loyalement aux prescriptions de la loi sur les faillites reprendra rang d'homme libre et propre (*clean man*) parmi ses semblables, grâce à l'obtention d'une ordonnance de décharge. Cette institution est tout à fait différente de notre réhabilitation : par la décharge (*order of discharge*), tout failli peut être libéré de ses engagements antérieurs, du moment que son actif né suffit pas au remboursement intégral. On la justifie parfois par le gaspillage excessif de confiance sous forme de crédit trop facilement accordé par le créancier. Il a accepté librement le risque de perdre sa créance et il est souvent responsable par un crédit trop généreux des mauvaises opérations du débiteur. Mais, en droit strict, nous ne pouvons justifier la décharge, qui n'est, en somme, que la consécration du manquement à la parole donnée.

Ce système existe cependant depuis plus d'un siècle, et vous signaler d'ailleurs que, seul, le commerçant honnête y a droit, et que le pouvoir d'appréciation du juge est très droit, et que le pouvoir d'appréciation du juge est très grand. En Angleterre, l'enquête est faite par le juge lui-même, tandis qu'aux Etats-Unis les créanciers doivent fournir les renseignements nécessaires et, en pratique, s'en désintéressent souvent lorsque l'actif n'est pas important. D'après les statistiques, 1/3 des faillis seulement sollicite l'ordonnance de décharge.

En France, la quantité des faillis qui sollicitent leur réhabilitation est minime. Avant la loi de 1903, et avant la réhabilitation facultative par conséquent, la moyenne par année était de 30 à 35. Après le vote de la loi, les chiffres ont augmenté sensiblement :

|           |     |                       |   |
|-----------|-----|-----------------------|---|
| 1904..... | 31  |                       |   |
| 1905..... | 156 |                       |   |
| 1906..... | 134 |                       |   |
| 1907..... | 118 | dont 78 facultatives. |   |
| 1908..... | 83  | » 67                  | » |
| 1909..... | 53  | » 53                  | » |
| 1910..... | 65  | » 39                  | » |
| 1911..... | 61  | » 42                  | » |

Depuis 1911, le compte rendu annuel de l'administration de la justice civile et commerciale ne publie plus le nombre de réhabilitations.

MM. les Greffiers des Tribunaux de Commerce de la Seine, de Marseille, de Lille, de Lyon, de Nantes et du Havre, à qui nous nous étions adressé, ont eu l'obligeance de nous fournir les chiffres suivants :

**Réhabilitations prononcées par ces Tribunaux depuis 1900**

*Tableau des réhabilitations prononcées devant le Tribunal  
de Commerce de la Seine de 1911 à 1942.*

| ANNÉES    | DE DROIT | FACULTATIVES |
|-----------|----------|--------------|
| 1911..... | 4        | 9            |
| 1912..... | 2        | 7            |
| 1913..... | 1        | 12           |
| 1914..... | 1        | 8            |
| 1915..... | —        | 4            |
| 1916..... | —        | 1            |
| 1917..... | —        | 12           |
| 1918..... | —        | 14           |
| 1919..... | 3        | 3            |
| 1920..... | 1        | 2            |
| 1921..... | 5        | 9            |
| 1922..... | —        | —            |
| 1923..... | —        | 7            |
| 1924..... | —        | 4            |
| 1925..... | 1        | 3            |
| 1926..... | —        | 5            |
| 1927..... | —        | 2            |
| 1928..... | —        | 3            |
| 1929..... | —        | 4            |
| 1930..... | —        | 4            |
| 1931..... | —        | 9            |
| 1932..... | —        | 2            |
| 1933..... | —        | 3            |
| 1934..... | —        | 3            |
| 1935..... | —        | 1            |

|           |   |   |
|-----------|---|---|
| 1936..... | — | 2 |
| 1937..... | — | — |
| 1938..... | — | — |
| 1939..... | — | — |
| 1940..... | — | — |
| 1941..... | — | — |
| 1942..... | 1 | 3 |

*Réhabilitations prononcées, depuis 1904, par les Tribunaux  
de Commerce de la Seine, Marseille, Bordeaux, Lille,  
Le Havre, Lyon.*

|          |    |          |    |
|----------|----|----------|----|
| 1904.... | 45 | 1924.... | 6  |
| 1905.... | 28 | 1925.... | 9  |
| 1906.... | 39 | 1926.... | 10 |
| 1907.... | 32 | 1927.... | 4  |
| 1908.... | 35 | 1928.... | 7  |
| 1909.... | 14 | 1929.... | 7  |
| 1910.... | 14 | 1930.... | 6  |
| 1911.... | 28 | 1931.... | 8  |
| 1912.... | 21 | 1932.... | 10 |
| 1913.... | 21 | 1933.... | 2  |
| 1914.... | 18 | 1934.... | 3  |
| 1915.... | 7  | 1935.... | 4  |
| 1916.... | 7  | 1936.... | 3  |
| 1917.... | 19 | 1937.... | 2  |
| 1918.... | 24 | 1938.... | 2  |
| 1919.... | 24 | 1939.... | 1  |
| 1920.... | 13 | 1940.... | 1  |
| 1921.... | 20 | 1941.... | 2  |
| 1922.... | 2  | 1942.... | 10 |
| 1923.... | 11 |          |    |

Nous estimons que ces chiffres, qui sont ceux des tribunaux des villes les plus commerçantes de France, correspondent environ au tiers des réhabilitations judiciaires annuelles. Le chiffre en est donc très réduit, et une institution qui s'applique aussi peu ne répond pas à son but. Il ne faut pas oublier que le nombre des faillites a augmenté considérablement depuis 1900 (la moyenne annuelle, avant le guerre de 1939 était de 7 à 8.000), alors que les réhabilitations sont loin d'avoir suivi la même progression.

La conclusion est nette : notre conception de la réhabilitation ne correspond pas aux nécessités économiques actuelles.

A notre avis, la faiblesse de nos lois réside en elles-mêmes et non dans l'abaissement de la moralité commerciale. La réhabilitation légale est le plus grand défaut de notre législation : cette réhabilitation automatique par l'écoulement d'un certain délai satisfait pleinement la grande majorité des faillis, qui trouvent inutile de désintéresser leurs créanciers et de rappeler leur déshonneur pour obtenir une réhabilitation que leur donne le temps, et alors que ce temps lui-même est réduit souvent à un délai très court par les lois d'amnistie. Le législateur devrait comprendre qu'il est allé trop loin dans la voie de l'indulgence et que l'intérêt du créancier doit aussi être pris en considération. Nous pourrions comparer notre institution de la réhabilitation à la statue d'airain aux pieds d'argile. Actuellement, toutes les sanctions édictées par la loi sont réduites à presque rien et le créancier n'a que peu de chances d'être payé lorsque le débiteur est revenu à meilleure fortune. Les pays que nous avons cité, Belgique et Egypte, appliquent intégralement le

système de notre Code de Commerce ancien et s'en déclarent très satisfaits.

La réhabilitation facultative elle-même est une institution excellente. Si la réhabilitation légale n'existait pas, il n'est pas douteux qu'elle serait demandée bien plus souvent. Accordée avec sagesse et fermeté, elle ne peut que contribuer à maintenir l'honneur commercial et le crédit social. Rappelons les paroles de M. Sohier, Président du Tribunal de Commerce de la Seine, à une audience d'installation de magistrats nouvellement élus, en 1904 : « N'affaiblissons pas  
« par une indulgence excessive le sentiment de probité com-  
« merciale, ni le respect des engagements pris ; maintenons  
« au contraire ce principe inscrit dans nos lois que l'hon-  
« neur commercial, une fois perdu, ne se reconquiert plus  
« qu'aux prix des plus énergiques efforts pour réparer les  
« pertes causées ».

Rappelons, pour terminer, une parole de Michelet dont nos juristes devraient se souvenir avant de légiférer sur cette question aussi délicate : « En France, la faillite n'est pas un  
« simple malheur comme en Angleterre ou en Amérique,  
« mais la perte de l'honneur. *Faire honneur à ses affaires*  
« est un proverbe français et qui n'existe qu'en France ». (Histoire de la Révolution Française, Livre VII, chap. V).

VU :

*Le Président,*

GEORGES RIPERT.

VU :

*Le Doyen,*

GEORGES RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur de l'Académie de Paris,*

GILBERT GIDEL.



## APPENDICE

---

*M. le Greffier en Chef du Tribunal de Commerce de la Seine, M<sup>e</sup> Rocher, a eu l'obligeance de nous communiquer trois décisions particulièrement intéressantes.*

*Nous reproduisons ici ces trois jugements.*

I. — Admission de Requête à fin de Réhabilitation Commerciale présentée par une Société à Responsabilité Limitée. *Affaire : MAISONNEUVE et C<sup>ie</sup>. — Jugement du 7 juin 1943.*

*Le Tribunal :*

Vu la requête présentée par le sieur Maisonneuve ès-qualité à M. le Procureur de la République à Paris, conformément à l'article 606 du Code de Commerce modifié par les lois des 30 décembre 1903 et 23 mars 1908, et tendant à la réhabilitation commerciale facultative de la S. A. R. L. Maisonneuve et C<sup>ie</sup>,

Vu le rapport de M. le Président du Tribunal contenant les renseignements par lui recueillis sur ladite requête,

Vu l'avis motivé de M. le Procureur de la République,

Vu la main-levée, en date à Vincennes du 26 février 1943, de l'opposition à la réhabilitation faite au Greffe en vertu de l'article 608 du Code de Commerce le 4 juin 1942 par la Banque Populaire Industrielle et Commerciale de la Région Est, devenue depuis Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts,

Attendu que, par jugement du 12 avril 1934, la Sté Maisonneuve et C<sup>ie</sup> « Stock Paper » S. A. R. L. au capital de 800.000 frs, ayant pour objet la fabrication et la vente d'objets en papier, avec siège à Paris — 89-91, rue Pelleport — a été admise au bénéfice de la liquidation judiciaire,

Attendu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, la Sté Maisonneuve et C<sup>ie</sup>, représentée par son Gérant,

le sieur Maisonneuve Louis-Prosper, a présenté à ses créanciers un concordat aux termes duquel elle s'engageait à leur régler un dividende de 100 % en 8 ans.

Que ce concordat voté le 31 mai 1934 a été homologué le 21 juin 1934.

Attendu que le sieur Maisonneuve sollicite aujourd'hui la réhabilitation commerciale de la Sté Maisonneuve et C<sup>ie</sup>.

Attendu que des pièces du dossier, des renseignements recueillis et des documents transmis au Tribunal de Commerce, il résulte que la Sté Maisonneuve et C<sup>ie</sup>, par les soins du sieur Maisonneuve, a intégralement réglé les dividendes promis.

Qu'elle a obtenu de ses créanciers, y compris l'opposant dont il a été ci-dessus parlé, des quittances pour solde.

Qu'il n'est apparu, au cours des opérations de la liquidation judiciaire et de l'enquête à laquelle il a été procédé sur la présente demande de réhabilitation, aucun caractère de fraude ou de mauvaise foi, et qu'il n'a été formulé aucune réclamation.

Attendu que la faillite comporte non seulement la privation des droits civils et politiques mais encore d'autres déchéances et interdictions.

Que ces déchéances frappent le failli.

Attendu qu'en rétablissant les droits du failli, les articles 604 et suivants du Code de Commerce visent la réhabilitation commerciale.

Qu'il ne saurait être admis que ce dernier soit réhabilité dans tous ses droits alors que la personne morale que constitue une société, après avoir désintéressé ses créanciers, en reste déchue et se voit interdire notamment, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret-loi du 8 août 1935, le droit d'exercer les fonctions d'administrateur d'une autre société.

Qu'il apparaît ainsi que ce terme « failli » doit être pris dans le sens générique, sans distinction entre la personne physique (commerçant ou femme commerçante) et la personne morale.

Que les associés d'une société ont au moins autant d'intérêt à voir prononcer la réhabilitation de leur société que le débiteur ou la débitrice isolé.

Qu'il échet, en conséquence, d'accueillir favorablement la requête de Maisonneuve ès-qualité et de prononcer la réhabilitation

commerciale facultative de la S. A. R. L. Maisonneuve et C<sup>ie</sup>, dans les termes de l'article 605 du Code de Commerce.

PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal jugeant en premier ressort,  
Admet la requête du sieur Maisonneuve ès-qualité.

En conséquence, prononce la réhabilitation commerciale facultative de la S. A. R. L. Maisonneuve et C<sup>ie</sup>.

Dit qu'avis du présent jugement sera transmis par le Greffier à M. le Procureur de la République ; que, conformément à l'article 611 du Code de Commerce, le dit jugement sera transcrit sur le Registre des Délibérations de ce Tribunal et que mention en sera faite en marge du jugement déclaratif.

Dit que les dépens seront supportés par la Société Maisonneuve et C<sup>ie</sup>.

*Cette décision est très critiquable. A notre connaissance, c'est la première admettant la réhabilitation d'une Société. M. le Procureur Général a fait appel de ce jugement. La Cour ne s'est pas encore prononcée, mais nous n'hésitons pas à croire qu'elle réformera le jugement du Tribunal de la Seine.*

*Il y a là, en effet, une extension du bénéfice de la réhabilitation commerciale que rien ne saurait justifier. Le législateur n'avait certes pas prévu que la réhabilitation pouvait être obtenue par une société, personne morale. Les déchéances dont relève la réhabilitation s'appliquent toutes à des personnes physiques. L'attendu de ce jugement qui déclare : « Qu'il ne saurait être admis que le failli soit réhabilité dans tous ses droits, alors que la personne morale que constitue une société, après avoir désintéressé ses créanciers, en reste déchue et se voit interdire notamment, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret-loi du 8 août 1935, le droit d'exercer les fonctions d'administrateur d'une autre société » contient une inexactitude flagrante. Ce décret du 8 août 1935, portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et administrer une société, ne s'applique qu'aux personnes physiques, mandataires de la société, personne morale.*

II. — Rejet de Requête à fin de Réhabilitation Commerciale.  
*Affaire : FAUCHEUX. Jugement du 15 septembre 1943.*

*Le Tribunal :*

Vu la requête présentée par le sieur Faucheux à M. le Procureur de la République à Paris, conformément à l'article 606 du Code de Commerce, modifié par les lois des 30 décembre 1903 et 23 mars 1908.

Vu le rapport de M. le Président du Tribunal contenant les renseignements par lui recueillis sur ladite requête.

Vu l'avis motivé défavorable de M. le Procureur de la République.

Vu le certificat du Greffier constatant, conformément à l'article 608 du Code de Commerce, qu'il n'a pas été formé d'opposition dans le délai prescrit par la loi.

Attendu que, par jugement du 6 août 1925, rendu sur requête, le sieur Faucheux René-Antonin ayant exercé sous le nom de « Etablissements René Faucheux », une entreprise de travaux publics à Paris, 9, rue St-Georges, a été déclaré en état de faillite ouverte.

Attendu que les formalités prescrites par la loi ont abouti, à défaut de concordat, à l'union des créanciers, que le Syndic n'a pu répartir aux créanciers qu'un minime dividende de frs : 2,01 % ; que le failli a été déclaré inexcusable.

Que depuis, le failli, ayant fait un léger effort, a racheté un certain nombre de créances à des taux variant entre 25 et 30 % suivant ses déclarations.

Mais que, des justifications figurant au dossier, il appert que ces règlements représentent à peine 10 % du passif global.

Attendu que, si les renseignements fournis sur le sieur Faucheux ne lui sont pas défavorables, si sa faillite n'a pas présenté de caractère de fraude ou de mauvaise foi, si aucune opposition n'a été fournie, ni aucune réclamation faite au cours de l'enquête, il n'en résulte pas moins que les créanciers n'ont pas été désintéressés dans une mesure suffisante.

Qu'il n'y a lieu, en conséquence, d'accueillir la requête présentée.

## PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal jugeant en premier ressort,  
Rejette la requête du sieur Faucheux René-Antonin,  
Et le condamne aux dépens.

*Cette demande de réhabilitation facultative a été rejetée, mais à notre avis, le Tribunal s'est basé sur des motifs qui n'auraient pas dû intervenir.*

*Nous avons examiné les cas dans lesquels le failli peut obtenir sa réhabilitation. Le premier (paiement des dividendes promis par le concordat) ne saurait s'appliquer puisqu'il n'y a pas eu de concordat. Le paragraphe 2 ne prévoit que la remise entière des dettes par les créanciers ou de leur consentement unanime à la réhabilitation. Aucune de ces conditions n'étant remplie, la réhabilitation doit être refusée de plano. Le jugement n'avait donc pas à examiner si les créanciers avaient été désintéressés dans une mesure suffisante ou non : du fait même qu'ils n'avaient pas été intégralement payés, la réhabilitation ne pouvait être accordée.*

III. — Rejet de Requête à fin de Réhabilitation Commerciale.  
*Affaire : MAITRE. Jugement du 15 janvier 1943.*

*Le Tribunal :*

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Vu la requête présentée par le sieur MAITRE Albert à M. le Procureur de la République à Paris, conformément à l'article 605 du Code de Commerce, modifié par les lois des 30 décembre 1903 et 23 mars 1908.

Vu le rapport de M. le Président du Tribunal contenant les renseignements par lui recueillis sur la dite requête.

Vu l'avis motivé défavorable de M. le Procureur de la République.

Vu le certificat du Greffier, constatant, conformément à l'article 608 du Code de Commerce, qu'il n'a pas été formé d'opposition dans le délai prescrit par la loi.

Attendu que, par jugement en date du 26 décembre 1933, rendu sur requête, le Tribunal de Commerce de la Seine a déclaré en état de faillite le sieur Maître Albert-Pierre-Antoine ayant exploi-

té sous la dénomination « La Cave pour Tous » un fonds de commerce de vins, 17, rue Marbeuf et demeurant même ville, 26, rue Rochechouart.

Attendu qu'après clôture pour insuffisance d'actif, puis réouverture, le failli a présenté à ses créanciers un concordat aux termes duquel il s'engageait à payer cent pour cent — des créances — dans les huit jours de l'homologation, que ce concordat a été homologué par jugement du 10 février 1942.

Attendu que le sieur Maître sollicite aujourd'hui sa réhabilitation commerciale facultative.

Attendu que, des pièces du dossier, des renseignements recueillis, et des documents transmis au Tribunal, il résulte que le sieur Maître a rempli les conditions de son concordat.

Mais attendu l'avis défavorable du Parquet et les renseignements de police, il résulte que le sieur Maître jouit d'une mauvaise réputation dans tout son entourage, qu'il est très peu sociable avec ses voisins, que la rumeur publique semble mettre son honorabilité en doute, qu'enfin lorsqu'il habitait à Carrières-sur-Seine, il passait pour être de conduite et de moralité douteuses.

Que, dans ces conditions, et la réhabilitation commerciale facultative étant une mesure de bienveillance que le Tribunal ne peut accorder qu'en cas de moralité ou d'honorabilité absolues, il convient de rejeter la requête du sieur Maître.

#### PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal jugeant en premier ressort, rejette la requête du sieur Maître Albert.

Dit que par la voie du Greffe, avis du présent jugement sera transmis à M. le Procureur de la République et à tous les intéressés par lettres recommandées.

Dit que les dépens seront supportés par le sieur Maître.

Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et teneur.

IV. — Arrêt Infirmatif de Rejet de Requête à fin de Réhabilitation Commerciale. *Affaire* : MAITRE. Arrêt du 10 juillet 1943.

La Cour d'Appel de Paris, Première Chambre, a rendu l'arrêt dont la teneur suit :

Requête du sieur Albert-Pierre-Antoine Maître, domicilié à Paris, 14, rue Vignon.

Appelant, M<sup>e</sup> Flattet, Avoué.

Vu par la Cour en Chambre du Conseil ;

*Premièrement* : La requête à elle présentée par le sieur Albert-Pierre-Antoine Maître, laquelle requête signée Flattet, Avoué, sera déposée au Greffe de la Cour et est ainsi conçue :

A MM. les Premier Président, Présidents, Vice-Présidents et Conseillers composant la Cour d'Appel de Paris.

M. Albert-Pierre-Antoine Maître, né le 10 février 1886 à Besançon, représentant de commerce, domicilié à Paris, rue Vignon, 14, Ayant M<sup>e</sup> Henri Flattet pour avoué.

A l'honneur de vous exposer,

Qu'en 1932, il exerçait à Paris, 12, rue Marbeuf, le commerce de vins à crédit sous la dénomination « La Cave pour Tous ».

Que, par suite des pertes éprouvées dans ce commerce, il a été forcé de suspendre ses paiements et a été déclaré en faillite à la requête de son créancier « Le Petit Parisien » par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 26 décembre 1935.

Que le Syndic désigné était M. Pissavy, 6, rue Git-le-Cœur, à Paris.

Que cette faillite avait été clôturée pour faute d'actif.

Que, depuis, l'exposant avait habité à Carrières-sur-Seine, 43, rue Victor-Hugo de 1933 à 1939, qu'il a ensuite habité à Ablon et qu'il est actuellement domicilié à Paris, rue Vignon, 14.

Que l'examen de ses livres et pièces fait reconnaître que la faillite de l'exposant était l'effet de malheurs et de pertes et non de son inconduite ou de son imprudence.

Que, d'ailleurs, dès qu'il est revenu à meilleure fortune, l'exposant, par jugement du 22 décembre 1941, du Tribunal de Commerce de la Seine, a fait rouvrir la faillite et a offert de payer cent pour cent à ses créanciers.

Que, dans ces conditions, un concordat a été homologué par

jugement du même Tribunal en date du 18 février 1942 et les créanciers réglés comptant, à cent pour cent.

Que, se trouvant dans un des cas prévus par l'article 604 du Code de Commerce pour obtenir la réhabilitation, l'exposant a présenté à M. le Procureur de la République près le Tribunal Civil de la Seine, une requête tendant à voir admettre sa demande de réhabilitation, avec toutes conséquences de droit.

Que par jugement en date du 14 janvier 1943, la demande de réhabilitation a été rejetée.

Que cette décision n'a pu être inspirée aux premiers juges que par une inexacte interprétation des faits de la cause.

Que M. Maître, ayant complètement réglé comptant à cent pour cent tous les créanciers de la faillite, se trouve dans les conditions prévues par l'article 604 du Code de Commerce pour permettre à la Cour de prononcer sa réhabilitation.

Pourquoi l'exposant interjette formellement appel du jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 14 janvier 1943 et demande qu'il vous plaise, Messieurs, admettre sa demande de réhabilitation et de déclarer en conséquence dûment réhabilité et remis dans le plein exercice des droits que la faillite lui avait fait perdre.

Sous les plus expresses réserves.

Et ce sera justice.

Le 29 janvier 1943.

Signé : FLATTET.

*Deuxièmement* : L'ordonnance de soit communiqué mise par M. le Conseiller Mitton au bas de la dite requête, le 30 janvier 1943, et commettant M. le Conseiller Cannac pour le rapport.

Soit communiqué à M. le Procureur Général pour, sur ses réquisitions et sur le rapport de M. le Conseiller Cannac que nous commettons à cet effet, être statué par la Cour ce qu'il appartiendra.

Paris, le 30 janvier 1943.

Signé : MITTON.

*Troisièmement* : Les conclusions de M. Cazenavette, Avocat Général en suite de la dite ordonnance, datées du 30 janvier 1943 et par lesquelles il déclare viser la susdite requête.

*Quatrièmement* : Et les diverses pièces produites.

La Cour après avoir entendu en l'audience de la Chambre du Conseil de cette Chambre du 26 juin 1943, en son rapport M. le Conseiller Cannac, commis à cet effet, en ses conclusions et plaidoirie, Morange, Avocat du sieur Albert-Pierre-Antoine Maître, assisté de Flattet, son avoué, ensemble en ses conclusions M. Imbard-Sarrazin, Substitut de M. le Procureur Général :

La cause renvoyée à l'audience publique de ce jour pour délibérer et prononcer arrêt et après en avoir délibéré conformément à la loi.

Statuant sur l'appel régulièrement interjeté par Maître d'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du 14 janvier 1943, qui a rejeté la demande tendant à sa réhabilitation à la suite de sa déclaration en faillite.

Considérant que Maître a été déclaré en faillite par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du 26 décembre 1933, que cette faillite a été clôturée pour insuffisance d'actif, puis réouverte et que Maître a obtenu de ses créanciers un concordat s'engageant à payer cent pour cent des créances, dans les huit jours de l'homologation.

Que ce concordat a été homologué par jugement du 20 février 1942.

Considérant que le Tribunal a constaté que Maître a rempli les conditions de son concordat, mais rejette la demande de réhabilitation, motif pris de ce que les renseignements de police recueillis le représentent comme ayant une mauvaise réputation dans son entourage, et étant peu sociable avec ses voisins.

Que la rumeur publique semble mettre son honorabilité en doute et que, lorsqu'il habitait Carrières-sur-Seine, il passait pour être de conduite et de moralité douteuse.

Mais, considérant que ces renseignements sont vagues et imprécis, qu'il résulte au contraire de nouveaux documents versés aux débats, et notamment d'un certificat du Maire de Carrières-sur-Seine indiquant que Maître n'a fait l'objet d'aucune remarque défavorable pendant son séjour dans cette commune, de 1934 à 1939, que sa probité n'est pas contestée.

Qu'il remplit, en conséquence, les conditions exigées par l'article 605 du Code de Commerce pour bénéficier de la réhabilitation.

PAR CES MOTIFS :

Reçoit Maître en son appel.

Infirme le jugement entrepris.

Déclare Albert-Pierre-Antoine Maître, né le 10 février 1886 à Besançon, réhabilité et remis dans le plein exercice des droits que la faillite lui avait fait perdre.

Ordonne la transcription du présent arrêt sur les registres du Tribunal de Commerce de la Seine.

Dit, en outre, qu'une expédition en sera adressée à M. le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de la Seine qui a reçu la demande et, par les soins de ce dernier, à M. le Procureur de la République de Besançon, lieu de la naissance de Maître, le tout conformément à l'article 611 du Code de Commerce.

Fait et prononcé en la Cour d'Appel de Paris le samedi 10 juillet 1943...

*Sur appel de M. Maître, la Cour a réformé ce jugement. Elle a considéré que les motifs qui avaient provoqué le rejet de la demande en réhabilitation étaient basés sur des renseignements trop vagues et trop imprécis, et malgré l'avis défavorable du Procureur, elle a admis la réhabilitation du demandeur. On voit qu'en matière de réhabilitation facultative, la liberté d'appréciation laissée au Tribunal est très grande, mais la jurisprudence est assez favorable au débiteur. Les tribunaux de commerce, de par leur composition, sont souvent plus sévères, ainsi que nous venons de le voir, lorsqu'il s'agit de reconnaître la probité du demandeur.*

## FORMULAIRE

---

Nous avons jugé utile, au point de vue pratique, de reproduire, à titre d'exemple, quelques formules employées par le Tribunal de Commerce de la Seine.

Nous reproduisons également une circulaire du greffe de ce Tribunal qui est remise au demandeur en réhabilitation et qui lui indique d'une façon très précise les formalités à remplir.

PARQUET DE LA SEINE

3<sup>e</sup> Section

### REHABILITATION COMMERCIALE

(Lois des 30 décembre 1903 et 24 mars 1908)

Le failli ou le liquidé judiciaire qui sollicite sa réhabilitation doit adresser les pièces suivantes au Procureur de la République de l'arrondissement où siège le Tribunal de Commerce qui a déclaré la faillite ou la liquidation.

#### I. — REQUETE

La demande doit être en double ou en triple exemplaire, suivant que le pétitionnaire est domicilié ou non dans l'arrondissement du Tribunal de Commerce sus-visé.

Les exemplaires seront sur papier libre.

Le pétitionnaire devra faire légaliser sa signature par le Maire de son arrondissement, à Paris, ou de sa commune, hors Paris.

Cette requête doit indiquer :

A) Les nom, prénom, date et lieu de naissance, profession et domicile actuels du pétitionnaire.

S'il a changé de domicile depuis le jugement, il énumérera ses domiciles successifs.

*B)* Le genre de commerce qu'il exploitait et son domicile lors de la faillite.

*C)* Si la faillite a été déclarée sur requête, assignation, dépôt de bilan ou d'office, quel est le Tribunal qui a prononcé le jugement, s'il a été frappé d'appel ou d'opposition et quelle a été la suite du recours exercé.

*D)* Le nom du Syndic.

*E)* Le résultat de la faillite (état d'union, concordat par abandon d'actif ou autre, clôture fautive d'actif) avec tous les renseignements relatifs à l'actif et au passif, aux dividendes répartis, à l'excusabilité, etc...

*F)* Si le pétitionnaire a été l'objet de poursuites correctionnelles ou criminelles (au cas où il aurait été condamné pour banqueroute frauduleuse, vol, escroquerie ou abus de confiance, il devra justifier de sa réhabilitation pénale).

*G)* S'il a fait partie d'une maison de commerce ou d'une société déclarée en faillite ou mise en liquidation judiciaire.

*H)* S'il sollicite la réhabilitation de droit (dans le cas où il aurait intégralement désintéressé ses créanciers — voir plus loin) ou la réhabilitation facultative.

*I)* L'énumération des pièces justificatives jointes à la demande, il suffit d'indiquer le nombre des quittances.

## II. — *PIECES JUSTIFICATIVES*

La requête doit être accompagnée de toutes les pièces de nature à démontrer que les conditions exigées par la loi sont remplies. Ces pièces justificatives sont de deux sortes.

### *A) Actes Judiciaires*

Ce sont : le jugement ou l'arrêt déclaratif de faillite ou de mise en liquidation judiciaire et, en outre, suivant les cas : la copie du bilan, le procès-verbal d'affirmation, le procès-verbal de reddition de compte du syndic, le jugement d'excusabilité, le rapport 506, le jugement d'homologation du concordat, le jugement de réouverture de la faillite en cas de clôture précédente pour insuffisance d'actif, l'extrait d'arrêt de réhabilitation pénale en cas de condamnation pour banqueroute frauduleuse, vol,

escroquerie ou abus de confiance. Ces pièces seront délivrées à l'intéressé par le Greffe de la Cour ou du Tribunal de Commerce à ses frais.

*B) Quittances ou pièces équivalentes*

Les quittances, détaillées et distinctes pour chaque créance, doivent établir :

1°) pour la réhabilitation de droit :

Le désintéressement intégral de tous les créanciers personnels ou sociaux, en capital, intérêts pour cinq années et frais.

2°) pour la réhabilitation facultative :

A) le paiement, au moment de la demande, de tous les dividendes promis aux créanciers personnels ou sociaux.

B) A défaut de paiement des dividendes promis, le pétitionnaire doit justifier de la remise entière de ses dettes ou du consentement unanime de ses créanciers à sa réhabilitation.

Toutes les quittances, ainsi que les attestations de remise de dette ou d'adhésion à la réhabilitation, doivent être produites en original, afin que leur sincérité et l'authenticité des signatures puissent être vérifiées.

Au cas de refus de recevoir ou d'absence d'un ou plusieurs créanciers, le pétitionnaire doit justifier du versement du montant de la créance à la Caisse des Dépôts et Consignations, dans la forme des articles 812 et suivants du Code de Procédure civile.

FORMULE DE LA REQUÊTE

*A Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Civil.*

Je soussigné :

(Nom - Prénoms)

Né le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Exerçant présentement la profession de \_\_\_\_\_  
demeurant actuellement à \_\_\_\_\_

ai l'honneur de vous exposer, M. le Procureur de la République, qu'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du \_\_\_\_\_

a déclaré l'exposant en état de faillite ouverte, sous les qualités suivantes :

Que M. \_\_\_\_\_ a été nommé Syndic.

Que ce jugement déclaratif n'a été frappé ni d'opposition ni d'appel.

Que les opérations de ma faillite ont été clôturées pour insuffisance d'actif par jugement en date du \_\_\_\_\_

Que les opérations ont été reprises par jugement de rapport de clôture en date du \_\_\_\_\_

Que les opérations de la faillite ont abouti à un concordat d'après les modalités suivantes :

Que le dit concordat a été homologué par jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du \_\_\_\_\_

Qu'il en est résulté un jugement de clôture faute d'intérêt de masse en date du \_\_\_\_\_

Que j'ai réglé à tous mes créanciers l'intégralité des sommes à eux dues.

Que le Syndic a rendu son compte définitif le :

Que, par jugement rendu par le Tribunal Civil de la Seine, en date du \_\_\_\_\_

j'ai été condamné à \_\_\_\_\_

Que, par arrêt en date du \_\_\_\_\_ de la Chambre des Mises en accusation de la Cour d'Appel de Paris, j'ai été réhabilité pénalement, que cela résulte d'un extrait joint à la présente requête.

Que mon casier judiciaire ne comporte aucune condamnation.

Que je n'ai fait partie d'aucune maison de commerce, ni d'aucune société déclarée en faillite ou mise en liquidation judiciaire.

En conséquence, j'ai l'honneur de solliciter de votre haute bienveillance, ma réhabilitation commerciale facultative conformément à l'article 605 du Code de Commerce.

Je joins à la présente \_\_\_\_\_ reçus récépissés  
quittance.

Je vous prie de croire, Monsieur le Procureur de la République, à ma plus haute considération.

signé :

— Cette requête établie en double exemplaires, en triple exemplaires si le demandeur habite hors de la Seine.

— La signature du demandeur doit être légalisée par le Commissaire de Police.

PARQUET

3<sup>e</sup> Section.

RÉHABILITATION COMMERCIALE

N<sup>o</sup>

LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

à M. le Président du Tribunal de Commerce de la Seine

Vu la demande de Réhabilitation Commerciale présentée par  
né le

demeurant à

et déclaré en

Vu les articles 604 à 612 du Code de Commerce, modifiés par la  
Loi du 30 décembre 1903 et par celle du 23 mars 1908.

Attendu que

Transcrit sur le Registre des Délibérations au Tribunal de  
Commerce de la Seine, le conformément à l'ar-  
ticle 611, paragraphe 2 du Code de Commerce, modifié par la  
Loi du 30 décembre 1903.

Mention de cette décision est notée au casier judiciaire, Greffe  
de , à la date du :

*Le Greffier :*



## LÉGISLATION

---

Art. 604. (Loi du 30 décembre 1903). — Est réhabilité de droit, le failli qui aura intégralement acquitté les sommes par lui dues en capital, intérêts et frais, sans toutefois que les intérêts puissent être réclamés au-delà de cinq ans.

Pour être réhabilité de droit, l'associé d'une maison de commerce tombé en faillite doit justifier qu'il a acquitté dans les mêmes conditions toutes les dettes de la société, lors même qu'un concordat particulier lui aurait été consenti.

En cas de disparition, d'absence ou de refus de recevoir d'un ou de plusieurs créanciers, la somme due est déposée à la Caisse des dépôts et consignations, et la justification du dépôt vaut quittance.

Art. 605. (Loi du 23 mars 1908). — Peut obtenir sa réhabilitation, en cas de probité reconnue :

1° Le failli qui, ayant obtenu un concordat, aura intégralement payé les dividendes promis. Cette disposition est applicable à l'associé d'une maison de commerce tombée en faillite qui a obtenu des créanciers un concordat particulier.

2° Celui qui justifie de la remise entière des dettes par ses créanciers ou de leur consentement unanime à sa réhabilitation.

Lorsqu'il s'est écoulé dix ans depuis la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, le failli non banqueroutier et le liquidé judiciaire sont réhabilités de droit sans remplir aucune des formalités prévues par les articles 604 et 611 inclus du Code de commerce.

Cette réhabilitation ne peut porter aucune atteinte aux fonctions des syndics ou liquidateurs, si leur mandat n'est pas terminé, ni aux droits des créanciers libérés.

Art. 606. (Loi du 31 mars 1906). — Toute demande en réhabilitation sera adressée au Procureur de la République de l'arron-

dissement dans lequel la faillite a été prononcée, avec les quittances et pièces qui la justifient.

Ce magistrat en communiquera toutes les pièces au Président du tribunal de commerce qui a déclaré la faillite et au Procureur de la République du domicile du demandeur, en les chargeant de recueillir tous les renseignements qu'ils pourront se procurer sur la vérité des faits exposés.

La production des quittances et autres pièces en vue de la réhabilitation n'en rendra pas par elle-même l'enregistrement obligatoire.

Art. 607. (Loi du 23 mars 1908). — Avis de la demande sera donné par lettres recommandées par les soins du greffier du tribunal de commerce, à chacun des créanciers vérifiés à la faillite, ou reconnus par décision judiciaire postérieure, qui n'auront pas été intégralement payés dans les conditions de l'article 604.

Art. 608. (Loi du 23 mars 1908). — Tout créancier non intégralement payé dans les conditions des paragraphes 1 et 2 de l'article 605 pourra, pendant le délai d'un mois, à partir de cet avis, faire opposition à la réhabilitation par simple acte au greffe, appuyé des pièces justificatives. Le créancier opposant pourra, par requête présentée au tribunal et notifiée au débiteur, intervenir dans la procédure de réhabilitation.

Art. 609. (Loi du 30 décembre 1903). — Après l'expiration du délai, le résultat des enquêtes prescrites ci-dessus et les oppositions formées par les créanciers seront communiqués au Procureur de la République saisi de la demande et transmis par lui, avec son avis motivé, au Président du tribunal de commerce.

Art. 610. (Loi du 30 décembre 1903). — Le tribunal appellera, s'il y a lieu, le demandeur et les opposants et les entendra contradictoirement en Chambre du conseil. Le demandeur pourra se faire assister d'un conseil.

Dans le cas de l'article 604, il se bornera à constater la sincérité des justifications produites, et, si elles sont conformes à la loi, il prononcera la réhabilitation.

Dans celui de l'article 605, il appréciera les circonstances de la cause.

Le jugement sera rendu en audience publique.

Il pourra être frappé d'appel, tant par le demandeur que par le Procureur de la République et les créanciers opposants, dans le délai d'un mois à partir de l'avis qui leur aura été donné par lettres recommandées.

Les créanciers opposants seront également avisés du jugement. Ils pourront exercer leur droit d'opposition devant la Cour d'appel.

La Cour d'appel statuera, après examen et suivant les formes ci-dessus prescrites.

Art. 611. (Loi du 30 décembre 1903). — Si la demande est rejetée, elle ne pourra être reproduite qu'après une année d'intervalle.

Si elle est admise, le jugement ou l'arrêt sera transcrit sur le registre du tribunal de commerce du lieu de la faillite et de celui du domicile du demandeur.

Il sera, en outre, adressé au Procureur de la République qui aura reçu la demande, qui en fera mention en regard de la déclaration de faillite sur le casier judiciaire.

Art. 612. (Loi du 23 mars 1908). — Ne sont point admis à la réhabilitation commerciale : les banqueroutiers frauduleux, les personnes condamnées pour vol, escroquerie, ou abus de confiance, à moins qu'ils n'aient été réhabilités conformément aux articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle et 10 de la loi du 5 août 1899.

Art. 613. — Nul commerçant failli ne pourra se présenter à la Bourse à moins qu'il n'ait obtenu sa réhabilitation.

Art. 614. — Le failli pourra être réhabilité après sa mort.

#### TEXTES COMPLEMENTAIRES DES ARTICLES 604 à 614 DU CODE DE COMMERCE

##### LOI DU 30 DECEMBRE 1903

Art. 1<sup>er</sup> (Loi du 16 mars 1919). — Les faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse, ne peuvent être inscrits sur la liste électorale pendant trois ans, à partir de la déclaration de faillite ; toutefois, ils peuvent l'être sans condition de temps, si, pendant la présente guerre, alors qu'ils étaient appe-

lés sous les drapeaux, ils ont été l'objet d'une citation à l'ordre du jour pour action d'éclat.

Ils ne sont éligibles qu'après réhabilitation.

.....

Art. 3. — Les dispositions ci-dessus et l'article 614 C. com. ? sont applicables aux commerçants qui ont obtenu la liquidation judiciaire.

Art. 4. — Sont abrogées les dispositions du décret organique du 2 février 1852 contraires à la présente loi.

Art. 5. (Loi du 23 mars 1908). — La procédure de réhabilitation prévue par les articles 604 et 612 inclus du C. Com. est dispensée de timbre et d'enregistrement.

Art. 6. — Cette loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

#### LOI DU 23 MARS 1908

*(modifiant la loi du 30 décembre 1903 relative à la réhabilitation des faillis).*

.....

Art. 3. — Le 1<sup>o</sup> de l'art. 8 de la loi du 5 août 1899 modifiée par la loi du 11 juillet 1900 est rédigé ainsi qu'il suit :

Cessent d'être inscrits au bulletin n<sup>o</sup> 3, délivré au simple particulier, 1<sup>o</sup> ..... deux ans après le jugement déclaratif en déclaration de faillite.

#### LOI DU 5 AOUT 1916

*(relative à la réhabilitation des faillis qui ont fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'unité militaire à laquelle ils appartenaient).*

Art. 1<sup>er</sup> (Loi du 16 mars 1919). — Peut obtenir sa réhabilitation comme au cas des alinéas 1 et 2 de l'article 605, paragraphe 1 du code de commerce, et sans autre condition, le failli, même banqueroutier, ou le liquidé judiciaire qui, appelé sous les drapeaux pendant la présente guerre, aura été, pour action d'éclat, l'objet d'une citation à l'ordre du jour.

Si le failli ou le liquidé a été tué à l'ennemi, ou est mort des suites de ses blessures ou de maladies contractées ou aggravées dans le service ou en captivité, la faculté de demander la réhabilitation appartiendra, dans les mêmes circonstances, soit à

son conjoint, à ses ascendants ou à ses descendants, soit aux ministres de la guerre ou de la marine..

Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

#### LOI DU 16 MARS 1919

*Concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des faillis, même banqueroutiers, et des liquidés judiciaires, et la réinscription sur la liste électorale, en temps de guerre, des faillis non condamnés, pour banqueroute simple ou frauduleuse, et modifiant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 5 août 1916).*

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 1 de la loi du 23 mars 1908 est ainsi modifié (voir supra, loi du 30 décembre 1903).

Art. 2. — L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 5 août 1916 est ainsi modifié (voir supra, loi du 5 août 1916).

.. .. .

#### LOI DU 29 AVRIL 1921

*relative à l'amnistie*

.. .. .

Art. 22. — Sont réhabilités de plein droit tous commerçants qui, antérieurement au 11 mars 1920, ont été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire, les droits des créanciers étant expressément réservés.

#### LOI DU 3 JANVIER 1925

*relative à l'amnistie*

.. .. .

Art. 20. — Sont réhabilités de plein droit les commerçants qui, antérieurement au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Sont également réhabilités de plein droit les commerçants qui, pour des faits antérieurs au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Il n'en sera ainsi qu'autant qu'en cas de faillite le commerçant aura, dans les délais fixés par les article 438 et 439

du Code de Commerce, fait la déclaration prévue par l'article 586, 4<sup>e</sup> du même Code et qu'en cas de liquidation judiciaire, la requête aura été présentée par le débiteur dans les délais fixés par l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889.

Dans tous les cas, les droits des créanciers seront expressément réservés.

Art. 21. — Dans aucun cas, l'amnistie ne pourra être opposée aux droit des tiers...

#### LOI DU 26 DECEMBRE 1931

##### *Portant amnistie*

.. .. .

Art. 10. — Sont réhabilités de plein droit tous commerçants qui, antérieurement au 12 novembre 1931, ont été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Sont également réhabilités de plein droit les commerçants qui, pour des faits antérieurs au 12 novembre 1931, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Il n'en sera ainsi qu'autant qu'en cas de faillite le commerçant aura dans les délais fixés par les art. 438 et 439 du Code de Commerce, fait la déclaration prévue par l'art. 586, 4<sup>e</sup> du même code et qu'en cas de liquidation judiciaire, la requête aura été présentée par le débiteur dans les délais fixés par l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889.

Dans tous les cas, les droits des créanciers seront expressément réservés.

Art. 11. — Dans aucun cas l'amnistie ne pourra être opposée aux droits des tiers...

#### LOI DU 12 JUILLET 1937

##### *Portant amnistie*

.. .. .

Art. 4. — Sont réhabilités de plein droit les commerçants qui, antérieurement au 2 mai 1937, ont été déclarés en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Sont également réhabilités de plein droit les commerçants qui, pour des faits antérieurs au 2 mai 1937, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Il n'en sera ainsi qu'autant qu'en cas de faillite le commerçant aura, dans les délais fixés par les art. 438 et 439 du Code de commerce fait la déclaration prévue par l'art. 586, 4°, du même code et qu'en cas de liquidation judiciaire la requête aura été présentée par le débiteur dans les délais fixés par l'art 2 de la loi du 4 mars 1889.

Dans tous les cas, les droits des créanciers sont expressément réservés.



## EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

- Cass. Civ. : Arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation.  
Cass. Ch. réun. : Arrêt des Chambres réunies de la Cour de Cassation.  
Cass. crim. : Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation.  
C. Civ. : Code Civil.  
C. Com. : Code de commerce.  
C. Inst. crim. : Code d'instruction criminelle.  
C. Pen. : Code pénal.  
C. Proc. : Code de Procédure.  
Cons. d'Et. : Arrêt du Conseil d'Etat.  
D. P. : Recueil périodique Dalloz.  
D. H. : Recueil hebdomadaire Dalloz.  
J. Faill. : Journal des Faillites.  
G. Pal. : Gazette du Palais  
S. : Recueil de jurisprudence Sirey.  
Trib. Com. : Jugement d'un tribunal de commerce.  
Req. : Arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation.  
Art. : Article.  
L. : Loi.  
Déc. : Décret.  
Contra. : Solution contraire.  
Conf. : Solution conforme.  
P. : Page.  
S. : et suivants.  
T. : Tome.  
N<sup>o</sup> : Numéro.



## BIBLIOGRAPHIE

---

- ABD-EL FATTAH EL SAYED BEY. — *Traité théorique et pratique des faillites en droit égyptien.*
- BONNEMAIN. — *La loi roumaine de 1895 sur la faillite.*
- BRIGEAULT. — *La nouvelle réhabilitation des faillis.* Commentaire de la loi du 30 décembre 1903.
- BRUNET. — *Faillite et banqueroute.* Traité pratique des législations belge, française et luxembourgeoise.
- DARIO PELAGI. — *Exposé du système de la loi égyptienne mixte en matière de faillite, concordat préventif et banqueroute, suivi des lois sur les dites matières, commentées par la jurisprudence de la Cour d'appel mixte.*
- DEL MARMOL. — *La faillite en droit anglo-saxon.*
- DEL MARMOL. — *Les répercussions économiques de la législation fédérale des faillites aux Etats-Unis.*
- JAGER. — *Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.*
- LECOMTE. — *Etude comparée des principales législations européennes en matière de faillite.*
- MAILLARD. — *La réhabilitation des faillis.* Commentaire de la loi du 30 décembre 1903.
- PERCEROU. — *Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires.*
- PISSAVY. — *La jurisprudence des faillites et des liquidations judiciaires.*
- PRÉVOST. — *Traité pratique et formulaire de la faillite et de la liquidation judiciaire.*
- Revue générale du droit des faillites et liquidations judiciaires, années 1936 à 1939.*
- ROY. — *Réhabilitation des faillis et des liquidés judiciaires.* Loi du 30 décembre 1903.
- THALLER. — *Des faillites en droit comparé. Les différentes législations commerciales mises en parallèle et en conflit.*

# THESES

BLAZY. — *La réhabilitation des faillis.*

LEMASSON. — *Réhabilitation des commerçants en faillite ou en liquidation judiciaire.*

ROGER. — *Réhabilitation des faillis et des banqueroutiers.*

TARBLET. — *Réhabilitation du débiteur en état de faillite ou de liquidation judiciaire.*

# TRAITES

LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial.*

PLANIOL et RIPERT. — *Traité de droit civil.*

THALLER et FERCEROU. — *Traité de droit commercial.*

# JURISPRUDENCE

*Dalloz hebdomadaire.*

*Gazette du Palais.*

*Journal des faillites.*

*Recueil Dalloz.*

*Recueil Sirey.*

# TRAVAUX LEGISLATIFS

*Journal Officiel* : 29 mars 1900 ; 23 août 1900 ; 3 février 1901 ; 4 juillet 1901 ; 16, 23, 27, 30 novembre 1901 ; 5 janvier 1902 ; 6 juillet 1902 ; 5 et 12 octobre 1903 ; 16 décembre 1903 ; 24 mars 1908.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                              | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE I. — Incapacités et déchéances attachées à l'état de faillite ..... | 5     |
| CHAPITRE II. — Généralités et historique de la législation ....              | 18    |
| CHAPITRE III. — Personnes pouvant être admises à la réhabilitation .....     | 30    |
| CHAPITRE IV. — La réhabilitation judiciaire de droit .....                   | 42    |
| CHAPITRE V. — La réhabilitation judiciaire facultative .....                 | 63    |
| CHAPITRE VI. — La procédure de la réhabilitation .....                       | 75    |
| CHAPITRE VII. — La réhabilitation légale .....                               | 87    |
| CHAPITRE VIII. — Effets de la réhabilitation .....                           | 91    |
| CHAPITRE IX. — Conclusion .....                                              | 95    |
| Appendice .....                                                              | 107   |
| Formulaire .....                                                             | 117   |
| Législation .....                                                            | 123   |
| Explication des abréviations .....                                           | 131   |
| Bibliographie .....                                                          | 133   |





